



ACTIVITÉ BIOALIMENTAIRE AU QUÉBEC EN 2011 BILAN ET PERSPECTIVES

Activité bioalimentaire au Québec en 2011

Bilan et perspectives

Réalisation

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ)
Direction générale des politiques agroalimentaires

Coordination

Félicien Hitayezu
Josée Robitaille

Recherche et écriture

Yvon Boudreau
Jean-José Grand
Félicien Hitayezu
Josée Robitaille
Yvon St-Amour

Autre collaboration

Direction générale des pêches et de l'aquaculture commerciales

Soutien technique

Isabelle Couture

Révision linguistique

Direction des communications

Avant-propos

Le document *Activité bioalimentaire au Québec en 2011 – Bilan et perspectives*, comme les autres qui l'ont précédé, donne un aperçu de la conjoncture économique dans le monde et dresse un portrait plus détaillé de l'industrie bioalimentaire au Québec au cours de l'année 2011.

Les faits retenus démontrent autant la performance de chacun des maillons de la filière bioalimentaire, soit l'agriculture et les pêches, la transformation, la distribution et la restauration, que l'état des principaux facteurs sous-jacents à cette performance, c'est-à-dire l'évolution de la demande intérieure, la dynamique des échanges internationaux et l'investissement.

Dans ce bilan, une attention particulière a été accordée au suivi de ces facteurs, puisqu'ils représentent les principaux leviers d'intervention sur lesquels les acteurs politiques et industriels peuvent agir.

Parmi les éléments marquants pour l'industrie agroalimentaire québécoise, le bilan de 2011 fait notamment état des suivants : le niveau record des recettes monétaires et des revenus nets, les sommets historiques atteints par les prix des denrées agricoles de base et un grand dynamisme dans les échanges internationaux.

Table des matières

Faits saillants de l'industrie bioalimentaire en 2011	9
Chapitre 1 Conjoncture économique et agricole en 2011	11
1.1 Aperçu de la conjoncture économique mondiale	13
1.2 Situation agricole sur les marchés mondiaux	15
Chapitre 2 Retombées économiques de l'industrie	17
2.1 Produit intérieur brut	19
2.2 Bilan de l'emploi	20
2.3 Investissements bioalimentaires	22
Chapitre 3 Évolution de la demande intérieure	25
3.1 Prix des aliments	27
3.2 Demande alimentaire	28
3.2.1 Distribution alimentaire	30
3.2.2 Restauration	33
Chapitre 4 Évolution de l'activité	35
4.1 Production agricole et pêches	37
4.1.1 Recettes monétaires agricoles	37
4.1.2 Dépenses d'exploitation et revenu agricole net	38
4.1.3 Pêches et aquaculture	39
4.2 Bilan de la transformation bioalimentaire	41
4.3 Flux économiques de la chaîne agroalimentaire	43
Chapitre 5 Échanges internationaux	47
5.1 Exportations bioalimentaires internationales	49
5.2 Importations bioalimentaires internationales	52
Annexes	55
Lexique	63

Liste des figures

Figure 1 – Taux de croissance annuelle du PIB réel en 2010 et 2011	14
Figure 2 – Indice de prix mondial des denrées alimentaires de 1990 à 2011.....	15
Figure 3 – Indice de prix des produits agricoles au Québec de 1995 à 2011	16
Figure 4 – Taux de croissance du PIB bioalimentaire du Québec en 2011	19
Figure 5 – Variation du nombre d'emplois bioalimentaires au Québec en 2011	21
Figure 6 – Dépenses en immobilisations bioalimentaires au Québec, par secteur, en 2010 et 2011	23
Figure 7 – Croissance de l'indice des prix à la consommation (IPC) et de l'indice des prix des aliments (IPA) au Québec, de 2002 à 2011.....	27
Figure 8 – Demande alimentaire intérieure au Québec de 2007 à 2011	29
Figure 9 – Variation annuelle des ventes (réelles et en dollars courants) dans la restauration et les magasins d'alimentation au Québec, de 2009 à 2011	29
Figure 10 – Ventes dans le secteur de la distribution alimentaire au Québec en 2010 et 2011	30
Figure 11 – Taux de croissance des ventes par catégorie d'établissement dans le secteur de la distribution alimentaire au Québec en 2011	31
Figure 12 – Ventes dans les secteurs de la restauration au Québec de 2007 à 2011	33
Figure 13 – Taux de croissance des ventes en 2011 par catégorie d'établissement de restauration au Québec	34
Figure 14 – Croissance des recettes monétaires provenant du marché (en M\$) par type de production au Québec en 2011.....	38
Figure 15 – Revenus et dépenses agricoles au Québec de 2006 à 2011	38
Figure 16 – Revenu agricole net au Québec de 2006 à 2011	39
Figure 17 – Évolution des livraisons manufacturières de la transformation bioalimentaire au Québec, en Ontario et au Canada, de 2002 à 2011	41
Figure 18 – Répartition des livraisons manufacturières de l'industrie des aliments, des boissons et du tabac, par secteur au Québec, en 2011.....	42
Figure 19 – Croissance des livraisons de l'industrie de la transformation bioalimentaire québécoise, par secteur, en 2011.....	43
Figure 20 – Flux économiques du secteur bioalimentaire du Québec en 2009 (en M\$)	44
Figure 21 – Parts des produits bioalimentaires exportés du Québec en 2011	50
Figure 22 – Croissance des exportations des principaux produits bioalimentaires québécois en 2011 ..	51
Figure 23 – Principales destinations des exportations bioalimentaires du Québec en 2002 et 2011	51

Liste des tableaux

Tableau 1 – PIB réel au Québec et au Canada entre 2007 et 2011 (en M\$)	20
Tableau 2 – Prévisions de la croissance des prix des aliments au Canada en 2012	28
Tableau 3 – Pêche commerciale au Québec : débarquements en 2000, 2005, 2010 et 2011	40
Tableau 4 – Aquaculture commerciale au Québec : ventes en 2000, 2005 et 2010	40
Tableau 5 – Parts relatives des livraisons au Canada de 2002 à 2011	42
Tableau 6 – Produits ayant connu les plus fortes croissances de la valeur des exportations entre 2007 et 2011, au Québec	49
Tableau 7 – Exportations bioalimentaires au Québec, en Ontario et dans le reste du Canada de 2002 à 2011	50
Tableau 8 – Exportations, importations et balance commerciale bioalimentaires du Québec avec l'ensemble des pays, de 2002 à 2011.....	53
Tableau 9 – Principaux indicateurs de l'activité économique de l'industrie bioalimentaire du Québec en 2010 et 2011	56
Tableau 10 – Recettes, dépenses et revenu net agricoles au Québec, de 2009 à 2011 (en milliers de dollars)	57
Tableau 11 – Recettes, dépenses et revenu net agricoles en Ontario, de 2009 à 2011 (en milliers de dollars)	58
Tableau 12 – Recettes, dépenses et revenu net agricoles au Canada, de 2009 à 2011 (en milliers de dollars)	59
Tableau 13 – Valeur des livraisons manufacturières de l'industrie des aliments, des boissons et du tabac au Québec, en 2009, 2010 et 2011	60
Tableau 14 – Exportations bioalimentaires internationales du Québec en 2010 et 2011	61
Tableau 15 – Importations bioalimentaires internationales du Québec en 2010 et 2011.....	62

Faits saillants de l'industrie bioalimentaire en 2011

En 2011, dans un contexte où le secteur manufacturier québécois continue de subir les contrecoups de la tourmente économique, notamment aux États-Unis et en Europe, l'industrie bioalimentaire québécoise se démarque par une croissance solide de ses activités de production et de transformation et par son dynamisme continu sur les marchés d'exportation.

Voici quelques faits saillants de la performance de l'industrie bioalimentaire québécoise en 2011 par rapport à 2010 :

- Le produit intérieur brut (PIB) atteint 17,3 G\$* (croissance de 0,2 %).
- La demande alimentaire intérieure se chiffre à 33,6 G\$, une hausse de 1,3 %.
 - Plus de la moitié des achats alimentaires au Québec (56 %) proviennent de fournisseurs du Québec.
- Les livraisons manufacturières de l'industrie de la transformation bioalimentaire ont augmenté de 3,5 % pour atteindre 23,8 G\$.
 - Il y a 51,5 % des livraisons qui sont liées à la production animale (produits laitiers, viandes et alimentation animale).
 - La part du Québec dans les livraisons canadiennes est passée de 22,8 % en 2005 à 25,2 % en 2011.
- Les recettes monétaires agricoles totales ont augmenté de 11 % pour atteindre 8 G\$.
 - Les recettes provenant du marché (celles-ci excluent les paiements gouvernementaux) sont passées de 6,6 G\$ en 2010 à 7,3 milliards en 2011 (+ 11 %).
 - Toujours en ce qui concerne les recettes provenant du marché, 67 % sont tirées des productions animales.
 - Un peu moins de la moitié (41 %) de la production agricole (sur le plan des recettes provenant du marché) est sous gestion de l'offre et 42 % est couverte par l'assurance stabilisation des revenus agricoles.
 - Le revenu agricole net total est en croissance : 1,2 G\$ en 2011 par rapport à 1,05 G\$ en 2010.
- L'industrie bioalimentaire québécoise emploie 474 452 personnes (- 0,5 % par rapport à 2010). Parmi celles-ci, plus de 125 520, soit 26,5 %, travaillent dans les secteurs de la production, de la pêche et de la transformation.
- Les investissements s'élèvent à 2,13 G\$ (baisse de 1 %).
- Les exportations internationales ont progressé de 13 % pour atteindre 5,6 G\$.
- Les importations internationales se chiffrent à 5,7 G\$, une augmentation de 23 %.

* Dans ce document, le symbole **G\$** signifie « milliards de dollars » tandis que **M\$** signifie « millions de dollars ».

Chapitre 1

Conjoncture économique et agricole en 2011

1.1 Aperçu de la conjoncture économique mondiale

Après la récession de 2008-2009 et le rebond de 2010 (+ 5,2 %), la croissance économique mondiale a ralenti en 2011 (+ 3,8 %).

Les économies émergentes : des locomotives de la croissance. Les pays émergents sont demeurés le moteur de la croissance mondiale, tirés par les locomotives que sont la Chine et l'Inde. En 2011, la croissance économique a atteint 9,2 % en Chine et 7,4 % en Inde, après des taux de 10 % dans ces deux pays en 2010. Par contre, dans les pays les plus développés, la croissance a atteint 1,6 % en 2011, comparativement à 3,2 % en 2010. Deux événements importants ont freiné la reprise économique en 2011 dans les pays les plus développés, notamment au Japon et en Europe.

En premier lieu, le Japon a dû composer avec les conséquences de l'important tremblement de terre et du tsunami qui s'en est suivi, en mars 2011. À taux annualisé, le produit intérieur brut japonais a reculé de 7 %¹ au premier trimestre de 2011. Pour l'ensemble de l'année, l'économie japonaise a affiché un repli de 0,9 %, ce qui constitue une troisième baisse en quatre ans.

Les économies européennes de la zone euro en pleine tourmente. En deuxième lieu, le tournant pris par la crise de la dette souveraine de plusieurs pays européens a causé un ralentissement. Les craintes liées à la solvabilité de certains pays, dont la Grèce, les risques de pertes des banques européennes détentrices d'obligations gouvernementales, de même que la complexité des plans de sauvetage requérant l'assentiment de plusieurs autorités ont particulièrement fragilisé la confiance envers la stabilité des systèmes financier et monétaire de la zone euro. De plus, les gouvernements concernés doivent appliquer d'importantes mesures de restrictions budgétaires qui ont un effet négatif sur l'activité économique à court terme.

Ainsi, la zone euro a pu afficher une croissance de 1,4 % en 2011, principalement en raison de sa performance au début de l'année. En effet, le ralentissement s'est particulièrement fait sentir durant la deuxième moitié de l'année, au point que le PIB a reculé au cours du dernier trimestre de 2011. La Commission européenne s'attend à une récession en 2012 dans cette zone.

La reprise économique américaine de 2010 s'essouffle. Plus près de nous, aux États-Unis, la reprise a montré des signes d'essoufflement en 2011, mais des signaux encourageants se sont pointés durant la deuxième moitié de l'année. La croissance y a été de 3 % à taux annualisé au dernier trimestre de 2011, de sorte que le marché de l'emploi a affiché des signes de redressement. La reprise demeure néanmoins fragile. Pour l'ensemble de 2011, l'économie américaine a crû de 1,7 %, comparativement à 3 % l'année précédente.

1. Le taux annualisé correspond au taux de croissance par rapport au trimestre précédent exprimé sur une base annuelle.

L'économie canadienne s'en sort bien avec une croissance de 2,5 %.

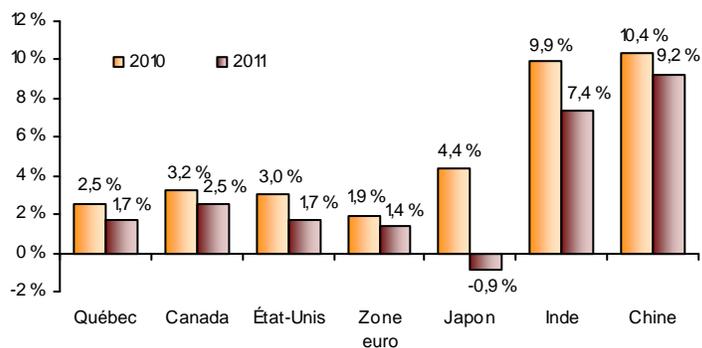
L'économie canadienne, pour sa part, a également connu un ralentissement bien que celui-ci ait été moins marqué. Sa croissance s'est chiffrée à 2,5 % en 2011, comparativement à 3,2 % en 2010. Celle-ci est sensible à l'affaiblissement de l'économie aux États-Unis, son principal marché d'exportation. Mais l'importance des secteurs dont les activités reposent sur les ressources naturelles, notamment dans l'Ouest, permet au Canada de profiter de la demande mondiale pour les matières premières, qui est soutenue par les économies émergentes. En 2011, on a dénombré 265 000 emplois de plus au Canada, ce qui représente une hausse de 1,6 %.

Malgré tout, le Québec affiche une création d'emplois.

Au Québec, un ralentissement s'est également fait sentir. Le taux de croissance économique est passé de 2,5 % en 2010 à 1,7 % en 2011. À cet égard, les résultats du Québec se comparent à ceux des principales économies industrialisées.

En ce qui concerne le marché du travail, 39 000 emplois (+ 1 %) ont été créés au Québec, essentiellement dans les secteurs des services. Le nombre d'emplois dans les industries productrices de biens y est demeuré plutôt stable, alors qu'il s'est accru de 65 000 au Canada, dont la moitié en Alberta. Au Québec, le taux de chômage a enregistré un léger recul. Il a été en moyenne de 7,8 % en 2011, comparativement à 8 % en 2010.

Figure 1 – Taux de croissance annuelle du PIB réel en 2010 et 2011



Sources : Institut de la statistique du Québec, Statistique Canada, U.S. Department of Commerce, Eurostat et Fonds monétaire international.

1.2 Situation agricole sur les marchés mondiaux

Les prix mondiaux des denrées alimentaires de base ont connu un sommet historique en 2011.

C'est le deuxième pic du genre à avoir été atteint au cours des récentes années, après celui de l'année 2008. Ces sommets ont été observés en marge de la tendance haussière qu'affichent les prix de ces denrées de base depuis le début des années 2000. Cette tendance est attribuable, entre autres choses, à des facteurs tels que l'expansion de la demande alimentaire dans les pays émergents, l'utilisation de cultures alimentaires pour produire des biocarburants, la croissance à long terme du prix de l'énergie et la dépréciation à long terme du dollar américain par rapport aux principales devises.

Figure 2 – Indice de prix mondial des denrées alimentaires de 1990 à 2011



Source : Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO); compilation par le MAPAQ.

Note : Cet indice de la FAO est établi à partir d'un panier composé des denrées de base suivantes : céréales, viande, sucre, huiles et matières grasses, et produits laitiers.

Le prix des céréales a atteint un niveau record en 2011.

Des chocs ponctuels se sont ajoutés aux facteurs énumérés ci-dessus, propulsant momentanément les prix des céréales à un niveau record. Ces chocs sont, entre autres choses, de mauvaises récoltes de blé à l'échelle internationale, de mauvais rendements du maïs à l'hectare aux États-Unis en 2010 et l'embargo décrété par la Russie sur ses exportations de blé.

En réaction notamment à cet embargo russe, les pays importateurs ont accru leurs achats de céréales par crainte d'une pénurie. La demande à court terme a par conséquent augmenté et les prix ont grimpé, surtout dans un contexte où il y avait déjà une réduction des ratios de stocks des grains par rapport à leur utilisation.

Le prix des viandes a réagi dans le même sens haussier que les céréales.

Du côté des productions animales, celles du bœuf et du porc en l'occurrence, les prix de référence nord-américains, représentatifs de la situation à l'échelle internationale, ont également atteint des sommets en 2011.

Deux facteurs ont contribué à cette forte remontée des prix. Il y a eu premièrement une demande outre-mer record de viandes rouges américaines, notamment de la part de la Chine et de la Corée du Sud, dont la production

porcine a été touchée par la maladie. Et, deuxièmement, l'offre a été restreinte à cause de la réduction de certains cheptels amorcée il y a quelques années, particulièrement par les éleveurs américains de bovins, en réaction aux coûts élevés de l'alimentation animale.

Le prix du sucre a atteint son niveau le plus élevé en 30 ans.

Dans le cas du sucre brut, un des produits les plus importés au Québec, le prix mondial de référence a connu plusieurs fluctuations au cours de 2011. En février de la même année, il a atteint son niveau le plus élevé en 30 ans.

En fait, la demande mondiale de sucre ne fait que croître, alors que la production a subi de multiples perturbations dans les principaux pays producteurs. Par exemple, l'Inde, qui a connu de mauvaises récoltes de canne, maintient un embargo sur ses exportations de sucre depuis 2009, limitant ainsi l'offre mondiale. Le Brésil, quant à lui, a subi le premier déclin de sa production en 10 ans. Le renouvellement de ses plantations, trop longtemps reporté à cause de la crise, a fini par amputer la récolte en 2011. Comme le Brésil fournit 50 % du sucre disponible pour l'exportation, cette situation a provoqué un choc sur le marché mondial.

De plus, les prix du sucre sont très liés désormais au prix du pétrole, par le prix de l'éthanol, puisqu'une partie de la production de sucre est réservée à la fabrication de biocarburants.

Heureusement, l'année 2012 s'annonce positive avec un gros excédent mondial de production durant la prochaine campagne, grâce aux bonnes récoltes en Inde, dans l'Union européenne, en Thaïlande et dans la Fédération de Russie. Une accalmie des hausses de prix est donc attendue.

Au Québec, les prix des produits agricoles ont également atteint des sommets.

Au Québec, les prix des principaux produits agricoles ont atteint des sommets en 2011. Par exemple, dans le cas du porc et des bovins, les prix observés ont été les plus élevés depuis que le dollar canadien est remonté au-dessus de 0,80 USD au milieu de la dernière décennie.

Figure 3 – Indice de prix des produits agricoles au Québec de 1995 à 2011



Source : Statistique Canada; compilation par le MAPAQ.

Note : Cet indice est établi à partir d'un panier composé des produits agricoles suivants : grains, oléagineux, cultures spéciales, fruits, légumes, viande, œufs et produits laitiers.

Chapitre 2

Retombées économiques de l'industrie

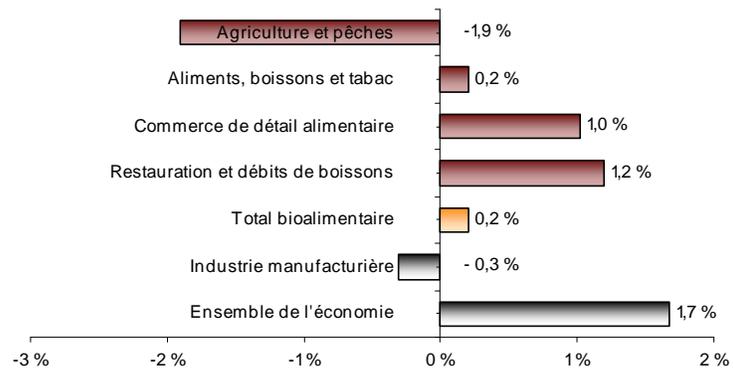
2.1 Produit intérieur brut

Le PIB bioalimentaire a crû de 0,2 %, notamment grâce au secteur de la restauration et des débits de boissons, et le PIB de l'industrie manufacturière québécoise a perdu de la vitesse (- 0,3 %).

Le produit intérieur brut réel bioalimentaire a atteint 17,3 G\$ en 2011, ce qui correspond à une augmentation de 0,2 %. Cette hausse est inférieure à celle de l'ensemble de l'économie québécoise (1,7 %), mais supérieure à celle du secteur manufacturier. Le PIB de ce dernier a, en fait, baissé de 0,3 %.

Cette croissance du PIB de l'activité bioalimentaire est due en grande partie au secteur tertiaire, à savoir la restauration et les débits de boissons (1,2 %), et le commerce de détail alimentaire (1 %).

Figure 4 – Taux de croissance du PIB bioalimentaire du Québec en 2011



Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec; compilation par le MAPAQ.

Depuis 2007, le PIB bioalimentaire québécois croît à un rythme annuel moyen de 1,3 %, un taux comparable à celui de l'économie québécoise. À l'opposé, le PIB de l'industrie manufacturière québécoise a subi une baisse de 2,5 % en moyenne depuis 2007 et a présenté une grande volatilité entre 2007 et 2010.

Dans le secteur bioalimentaire, c'est la croissance annuelle moyenne de 2,1 % du PIB de la fabrication des aliments, des boissons et du tabac qui a été la plus forte depuis 2007. Elle surpasse celle du commerce au détail des aliments et des boissons (1,6 %), et celle de l'agriculture et des pêches (1 %).

Au Canada, le PIB bioalimentaire a augmenté de 0,7 % en 2011 par rapport à l'année 2010. Tout comme au Québec, cette croissance est surtout attribuable aux segments de la restauration et des débits de boissons (2,1 %) de même qu'à celui du commerce au détail des aliments et des boissons (1,6 %).

Tableau 1 – PIB réel au Québec et au Canada entre 2007 et 2011 (en M\$)

	2007	2008	2009	2010	2011	Variation 2011/2010
Québec						
Agriculture et pêches	3 076	3 202	3 183	3 260	3 198	- 1,9 %
Aliments, boissons et tabac	5 804	6 070	6 240	6 289	6 302	0,2 %
Commerce au détail, aliments et boissons	3 649	3 702	3 757	3 844	3 884	1,0 %
Restauration et débits de boissons	3 906	3 902	3 829	3 863	3 911	1,2 %
Total du bioalimentaire	16 434	16 875	17 009	17 256	17 294	0,2 %
Industrie manufacturière	45 391	44 365	40 483	41 154	41 029	- 0,3 %
Ensemble de l'économie	244 929	248 492	246 488	252 754	256 973	1,7 %
Canada						
Agriculture et pêches	20 758	24 400	22 950	22 588	22 660	0,3 %
Aliments, boissons et tabac	23 365	23 553	23 768	23 961	23 843	- 0,5 %
Commerce au détail, aliments et boissons	16 193	16 505	16 664	16 938	17 211	1,6 %
Restauration et débits de boissons	17 084	17 314	16 940	17 013	17 362	2,1 %
Total du bioalimentaire	77 400	81 772	80 322	80 500	81 075	0,7 %
Industrie manufacturière	181 348	171 785	150 431	158 326	162 181	2,4 %
Ensemble de l'économie	1 218 981	1 229 787	1 193 211	1 233 930	1 266 531	2,6 %

Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec; compilation par le MAPAQ.

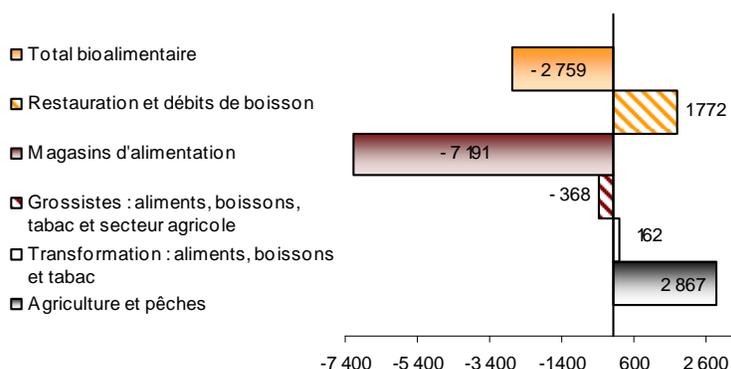
2.2 Bilan de l'emploi

Excellente performance de l'emploi dans le secteur agricole. Dans l'ensemble de l'industrie bioalimentaire, il a subi une légère baisse à la suite des pertes d'emplois dans les magasins d'alimentation.

En 2011, le secteur primaire québécois a connu de bons résultats quant à l'emploi. Le marché de l'emploi dans les secteurs de l'agriculture et des pêches a progressé de 5 %, ce qui représente un gain de 2 867 emplois. L'agriculture a très bien performé avec une croissance de 6,4 % (+ 3 442 emplois) qui porte le nombre d'emplois à 57 025². Par contre, l'emploi dans le secteur des pêches a reculé de 13,9 % (- 575 emplois) pour atteindre un total de 3 565 emplois. En Ontario, le nombre d'emplois en agriculture a également augmenté (8,9 %), alors que le reste du Canada a enregistré une baisse de 3,7 %.

2. Emplois dans le secteur de l'agriculture, des pêches et de l'aquaculture : les données comportent une marge d'erreur élevée.

Figure 5 – Variation du nombre d’emplois bioalimentaires au Québec en 2011



Source : Statistique Canada; compilation par le MAPAQ.

Note : Les données concernant l'agriculture ont une marge d'erreur élevée.

Croissance de l’emploi en transformation bioalimentaire et recul de celui-ci dans le secteur manufacturier québécois.

Dans le secteur secondaire, l’emploi au Québec a fait quelques gains en 2011. Pour une troisième année consécutive, le secteur de la transformation bioalimentaire affiche une légère croissance de l’emploi (+ 0,3 %; + 162 emplois) qui porte le nombre d’emplois à 64 932. Il s’agit d’un résultat supérieur à celui du secteur manufacturier, qui a perdu 2 648 emplois.

La progression de l’emploi dans les sous-secteurs suivants peut expliquer les résultats positifs du secteur québécois de la transformation bioalimentaire : mouture de céréales et graines oléagineuses (+ 32,3 %; + 212 emplois); fabrication de sucre et de confiseries (+ 10,9 %; + 307 emplois); boulangeries et fabrication de tortillas (+ 10 %; + 1 061 emplois); fabrication d’autres aliments (+ 5,2 %; + 333 emplois); préparation et conditionnement de poissons et fruits de mer (+ 5,2 %; + 87 emplois), et fabrication de produits de viande (+ 0,5 %; + 77 emplois).

Quatre sous-secteurs affichent des pertes en 2011. Il s’agit des secteurs suivants : fabrication de produits laitiers (- 11,1 %; - 1 194 emplois), fabrication de boissons et de produits du tabac (- 6,3 %; - 509 emplois); mise en conserve de fruits et légumes, et fabrication de spécialités alimentaires (- 3,1 %; -127 emplois), et fabrication d’aliments pour animaux (- 3,0 %; - 85 emplois).

Du côté de l’Ontario, l’emploi dans la transformation bioalimentaire a reculé (-1,5 %), tandis que dans le reste du Canada, l’industrie affiche des résultats positifs (+ 3,9 %) en 2011.

Comme en Ontario et dans le reste du Canada, le Québec a connu des pertes d’emplois dans les magasins d’alimentation.

En ce qui concerne le secteur des services, le nombre d’emplois chez les grossistes alimentaires au Québec a diminué de 1,3 % (- 368 emplois) pour atteindre 28 297. Dans le reste du Canada et en Ontario, ce secteur a plutôt connu une croissance de l’emploi de 1,7 % et de 1,6 % respectivement. Dans la restauration et les débits de boissons, au Québec, le nombre d’emplois a augmenté de 0,9 % (+ 1 772 emplois) pour se situer à 193 095. L’Ontario (+ 3,2 %) et le reste du Canada (+ 1 %) ont également enregistré des gains à ce chapitre. Par contre, c’est dans les magasins d’alimentation que le recul de l’emploi s’est fait le plus sentir dans l’industrie bioalimentaire québécoise. En

effet, 7 191 emplois y ont été perdus. Il s'agit d'une baisse de 5,3 % qui porte le total à 127 540 emplois. Ce repli est plus important qu'en Ontario (- 4 %) et que dans le reste du Canada (- 2,2 %).

Au total, l'industrie bioalimentaire québécoise a perdu 0,6 % de sa main-d'œuvre, et le nombre d'emplois s'établissait à 474 452 en 2011. Il s'agit d'une baisse équivalant à celle que le monde manufacturier a connue (- 0,6 %), alors que l'emploi dans l'ensemble de l'économie du Québec a crû de 1 %. Toutefois, il faut préciser que depuis 1999, seules les années 2009 à 2011 ont été moins favorables à l'emploi dans le secteur bioalimentaire.

Au même chapitre, ailleurs au pays, l'industrie bioalimentaire ontarienne a fait des gains de 1,5 %, tandis que le reste du Canada accusait un recul de 0,5 %.

2.3 Investissements bioalimentaires³

En 2011, les dépenses en immobilisations ont diminué légèrement (- 1 %), alors que les perspectives s'annoncent plus favorables pour 2012 (+ 0,8 %).

Selon les données sur les investissements en 2011, les dépenses en immobilisations dans l'ensemble de l'industrie bioalimentaire du Québec ont totalisé 2,13 G\$. Ce montant représente une légère baisse de 22 M\$ (- 1,0 %) par rapport à 2010.

Le secteur tertiaire apporte près de la moitié des investissements.

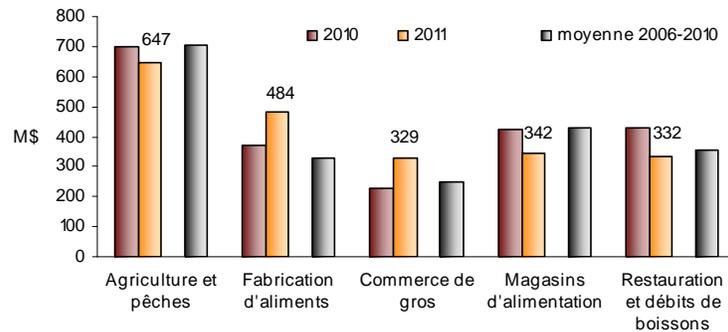
La somme des dépenses en immobilisations se répartit de la façon suivante : agriculture et pêches (30 %), fabrication des aliments⁴ (23 %), magasins d'alimentation (16 %), restauration et débits de boissons (16 %), et commerce de gros (15 %).

Les principaux mouvements dans les dépenses en immobilisations sont des variations à la hausse pour le secteur de la fabrication des aliments (+ 31 %) et pour celui du commerce de gros (+ 43 %). Les mouvements à la baisse concernent les magasins d'alimentation (- 19 %), la restauration et les débits de boissons (- 23 %), et l'agriculture et les pêches (- 7,9 %).

3. Les données pour l'année 2011 sont provisoires.

4. Les données pour l'ensemble de l'industrie de la fabrication des aliments, des boissons et du tabac ne sont plus disponibles en raison de la confidentialité des données pour les boissons et le tabac.

Figure 6 – Dépenses en immobilisations bioalimentaires au Québec, par secteur, en 2010 et 2011



Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec; compilation par le MAPAQ.

En 2011, les dépenses en immobilisations dans l'ensemble de l'industrie bioalimentaire québécoise sont presque similaires à la moyenne quinquennale des dépenses (2,07 G\$) pour la période 2006-2010. Pour l'agriculture et les pêches, les dépenses de 647 M\$ sont inférieures de 8,5 % à la moyenne quinquennale du secteur (figure 6). Du côté des commerces et du secteur de la restauration, les dépenses en immobilisations (1 004 M\$) sont de 3,1 % moins élevées que la moyenne. On observe toutefois des dépenses de 484 M\$ dans le secteur de la fabrication d'aliments. Celles-ci dépassent la moyenne de 47 %. Dans ce cas, il s'agit surtout d'investissements dans des machines et de l'équipement.

Au Canada, les dépenses en immobilisations dans l'industrie bioalimentaire ont chuté de 433 M\$ (- 3,6 %) au cours de la dernière année. Ce recul est plus prononcé que celui qui a été enregistré au Québec.

Le secteur de la fabrication des aliments continue sur sa lancée en 2012!

Au chapitre des perspectives pour 2012 au Québec, le secteur de la fabrication des aliments se distingue. On y prévoit une hausse de 16 % des dépenses en immobilisations par rapport à 2011 (+ 77 M\$). Combinée à une augmentation de 126 M\$ au cours des années 2010 et 2011, cette annonce devrait entraîner des gains de productivité dans les années à venir. En effet, depuis longtemps, 80 % des investissements de ce secteur se font dans la machinerie et l'équipement. Un autre secteur qui se distingue est celui des magasins d'alimentation, avec une hausse anticipée des immobilisations de 37 M\$ (+ 11 %). Au global, les investissements prévus pour l'ensemble de l'industrie bioalimentaire en 2012 sont supérieurs de 17 M\$ (+ 0,8 %) aux données de 2011.

Chapitre 3

Évolution de la demande intérieure

3.1 Prix des aliments

Les prix du café, du thé, des œufs, de la viande, des légumes et des fruits frais ont exercé une pression à la hausse (+ 3,5 %) sur le prix des aliments au Québec. Néanmoins, à l'échelle canadienne, le Québec s'en tire bien.

La hausse des prix a été plus élevée dans les magasins d'alimentation que dans les restaurants.

Les années se suivent, mais ne se ressemblent pas. Contrairement à l'année 2010, où la hausse des prix des aliments avait montré une sorte d'accalmie par rapport à 2009, les prix ont grimpé de 3,5 % en 2011 au Québec (figure 7). Il s'agit d'une croissance supérieure à celle de l'ensemble des prix à la consommation (IPC), qui a atteint 3,0 %. Dans les restaurants, l'augmentation a atteint 3,2 % et dans les magasins d'alimentation, 3,7 %.

Figure 7 – Croissance de l'indice des prix à la consommation (IPC) et de l'indice des prix des aliments (IPA) au Québec, de 2002 à 2011



Source : Statistique Canada; compilation par le MAPAQ.

Plusieurs groupes d'aliments ont contribué à l'augmentation des prix durant l'année. Toutefois, ce sont surtout les prix du café et du thé (+ 9,1 %), des légumes frais (+ 6,6 %), des fruits frais (+ 6,1 %), des œufs (+ 6,1 %) et de la viande (+ 5,7 %) qui ont exercé une pression à la hausse sur l'indice des prix des aliments (IPA).

D'autres secteurs ont contribué à cette hausse, dont les produits de boulangerie et produits céréaliers (+ 3,2 %), les graisses et huiles (+ 3 %), le sucre et les confiseries (+ 2,2 %), et les produits laitiers (+ 1,7 %). À l'opposé, certains secteurs ont connu de faibles baisses de prix. Il s'agit du poisson (- 0,7 %) et des boissons alcoolisées (- 0,7 %).

À l'échelle canadienne, les mêmes tendances se perçoivent.

L'accroissement des prix des aliments au Canada s'est élevé à 3,8 % et reste surtout attribuable à l'augmentation des prix du café et du thé (+ 10,5 %), des légumes frais (+ 9,4 %), des œufs (+ 7,7 %) et de la viande (+ 5,3 %). La hausse de l'IPA a été supérieure à celle de l'IPC (+ 2,9 %), tandis que la croissance des prix des aliments achetés en magasin (+ 4,2 %) a largement dépassé celle des aliments achetés au restaurant (+ 2,8 %). Cet écart dans l'élévation des prix a également touché l'Ontario, qui a connu des hausses respectives de 4,8 % et 2,2 %.

Néanmoins, à l'échelle canadienne, le Québec a fait bonne figure. Seule l'Alberta, avec une croissance annuelle de 3,1 %, a connu une hausse des prix alimentaires moins élevée qu'au Québec. À titre de comparaison, aux États-Unis, le taux correspondant s'est établi à 3,7 % la même année.

Perspectives : plus faible hausse des prix en 2012 au Canada.

Selon les perspectives agricoles canadiennes d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, la hausse des prix des aliments au Canada devrait atteindre 2,5 % en 2012. Il s'agit d'un accroissement inférieur à celui de l'année 2011.

Tableau 2 – Prévisions de la croissance des prix des aliments au Canada en 2012

Canada	2011	2012*
	Variation en %	
Ensemble des aliments	3,8	2,5
Aliments achetés au détail	4,3	2,4
Viande	5,3	3,3
Produits laitiers	2,5	1,9
Produits de boulangerie	5,1	5,4
Fruits	4,3	1,8
Légumes	9,4	2,2
Sucres	10,1	-8,9
Aliments au restaurant	2,8	2,8

* Prévisions

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Selon les perspectives pour l'année 2012, pour certains groupes d'aliments, la croissance des prix sera inférieure à celle de 2011. Par exemple, pour les fruits, les légumes et le sucre, les taux de croissance des prix devraient atteindre respectivement 1,8 %, 2,2 % et - 8,9 % en 2012. Ils étaient respectivement de 4,3 %, 9,4 % et 10,1 % en 2011.

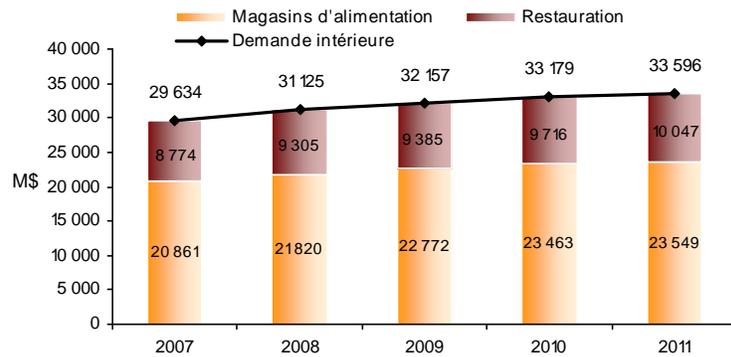
Seules les prévisions pour les produits de boulangerie annoncent une plus forte hausse des prix en 2012 qu'en 2011. Dans l'ensemble, les perspectives de prix pour 2012 sont donc plutôt encourageantes pour les consommateurs.

3.2 Demande alimentaire

Au Québec, les dépenses alimentaires intérieures ont surtout progressé grâce au secteur de la restauration.

En 2011, la demande alimentaire intérieure du Québec s'est élevée à 33,6 G\$, ce qui correspond à une hausse de 1,3 % par rapport à l'année précédente. Cette augmentation est plus faible que celle de 3,2 % enregistrée en 2010.

Figure 8 – Demande alimentaire intérieure au Québec de 2007 à 2011



Source : Statistique Canada; compilation par le MAPAQ.

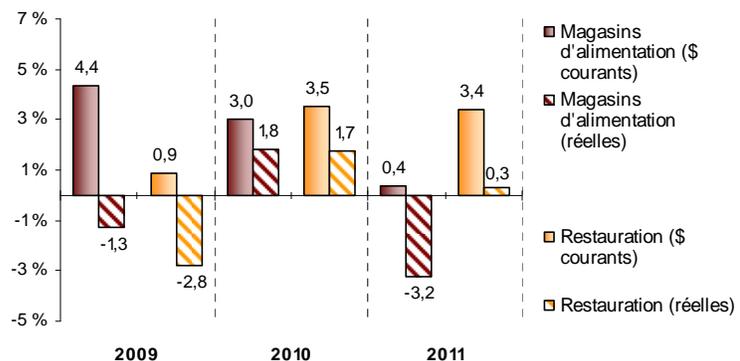
Ailleurs au pays, la croissance de la demande a également été plus faible en 2011 qu'en 2010. Les dépenses alimentaires intérieures n'ont progressé que de 2,2 % en Ontario et de 1,9 % dans l'ensemble du Canada. En 2010, ces taux étaient respectivement de 2,8 % et de 2,6 %.

Au Québec, dans les deux composantes de la demande, à savoir la distribution au détail et la restauration, on a réalisé des ventes de 23,5 et 10 G\$ respectivement, en 2011 (figure 8). La distribution représente ainsi 70 % de la valeur de la demande alimentaire et la restauration, 30 %.

La distribution et la restauration contribuent différemment à la valeur de la demande alimentaire.

En 2011, ces deux composantes ont contribué différemment à la progression de la demande alimentaire (figure 9). Les ventes dans le secteur de la distribution alimentaire au détail ont augmenté d'à peine 0,4 %, tandis que le chiffre d'affaires du secteur de la restauration s'est accru de 3,4 %. Ce taux est semblable à celui de 2010.

Figure 9 – Variation annuelle des ventes (réelles et en dollars courants) dans la restauration et les magasins d'alimentation au Québec, de 2009 à 2011



Source : Statistique Canada; compilation des données par le MAPAQ.

Note : Les ventes réelles (sans l'effet de l'inflation) sont en dollars constants de 2002.

Si l'on tient compte de l'augmentation de 3,5 % du niveau général des prix des aliments au Québec et que l'on enlève l'effet de l'inflation, la croissance réelle de la demande alimentaire québécoise a plutôt reculé de 2,2 % par rapport à 2010.

En fait, la hausse des prix des aliments est un facteur important dans l'évolution de la valeur des deux composantes de la demande alimentaire (figure 9). Notons qu'en 2009, la croissance des prix alimentaires avait atteint un sommet (+ 5,2 %), tandis qu'en 2010, elle affichait une croissance modérée (+ 1,3 %).

3.2.1 Distribution alimentaire

En 2011, les ventes ont stagné et la concurrence s'est accentuée avec l'arrivée de nouveaux grands joueurs sur le marché québécois.

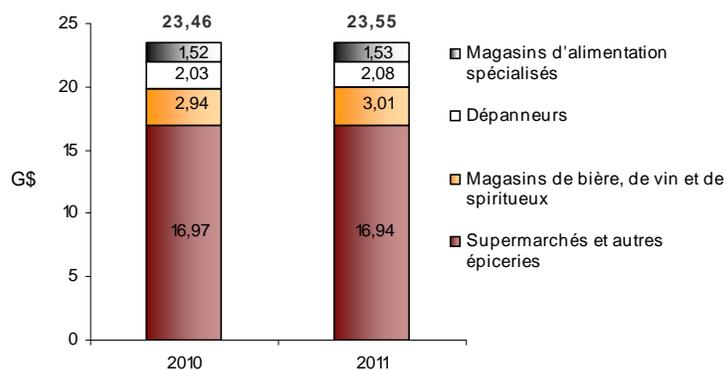
En 2011, les ventes dans le secteur de la distribution alimentaire au détail ont augmenté d'à peine 0,4 % pour s'établir à 23,5 G\$. En fait, si l'on enlève l'effet de l'inflation (hausse du prix des aliments), on constate qu'elles ont reculé en termes réels (- 3,2 %) pour atteindre seulement 22,7 G\$.

En matière de parts de ventes, entre 2010 et 2011, les principaux canaux de distribution alimentaire au Québec ont maintenu leurs poids relatifs respectifs (figure 10).

En 2011, les ventes des supermarchés représentaient la plus grande part (72 %) des ventes dans le secteur de la distribution alimentaire, avec une valeur totale de 16,9 G\$. Quant aux ventes des magasins de bière, de vin et de spiritueux, elles ont atteint 3 G\$, tandis que celles des dépanneurs et des magasins d'alimentation spécialisés se sont chiffrées respectivement à 2,1 G\$ et à 1,5 G\$.

Seuls les supermarchés et les épiceries ont vu leurs ventes diminuer en 2011.

Figure 10 – Ventes dans le secteur de la distribution alimentaire au Québec en 2010 et 2011

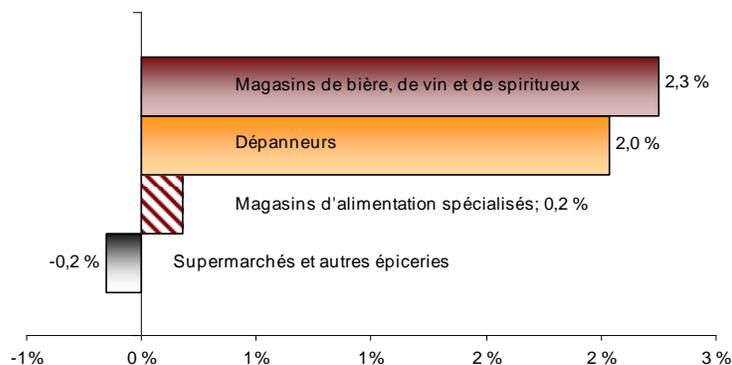


Source : Statistique Canada; compilation par le MAPAQ.

Parmi les distributeurs alimentaires québécois, ce sont les magasins de bière, de vin et de spiritueux qui ont obtenu la meilleure performance, avec un accroissement de la valeur des ventes de 2,3 % en 2011. Les dépanneurs suivent de près avec une hausse de 2 %. Par contre, dans les magasins d'alimentation spécialisés et les supermarchés et autres épicerie, les ventes ont stagné, affichant des taux de croissance respectifs de 0,2 % et - 0,2 %.

Bonne croissance des ventes dans les magasins de bière, de vin et de spiritueux, et dans les dépanneurs.

Figure 11 – Taux de croissance des ventes par catégorie d'établissement dans le secteur de la distribution alimentaire au Québec en 2011



Source : Statistique Canada; compilation par le MAPAQ.

En 2011, en Ontario et au Canada, les ventes dans le secteur de la distribution alimentaire se sont chiffrées respectivement à 36,6 et à 104,4 G\$. Dans les deux cas, cela représente une croissance annuelle de 1 % par rapport à 2010.

En Ontario, les magasins spécialisés ont connu la meilleure performance avec une croissance de la valeur de leurs ventes de 7,4 % en 2011. Dans les magasins de bière, de vin et de spiritueux, la hausse a atteint 2,9 %, alors que dans les supermarchés et autres épicerie, elle a été de seulement 0,3 %. À l'opposé, les dépanneurs ont connu une baisse de 2,9 % de la valeur de leurs ventes. Au Canada, tous les secteurs de la distribution alimentaire ont enregistré une hausse de la valeur de leurs ventes : magasins spécialisés (3,6 %); magasins de bière, de vin et de spiritueux (2,4 %); dépanneurs (1,3 %); supermarchés et autres épicerie (0,4 %).

La concurrence augmente avec de nouveaux acteurs sur le marché de la distribution.

Walmart ouvre ses supercentres au Québec.

Depuis juillet 2011, Walmart a importé au Québec son concept de magasin à grande surface comprenant un supermarché complet. Avec l'arrivée de ces supercentres sur le marché québécois, Walmart devient désormais le quatrième plus important distributeur pancanadien en sol québécois. Rappelons que, depuis les acquisitions de Provigo par Loblaw's et d'Agora (Groupe Oshawa) par Sobeys en 1998, le marché de détail de la distribution alimentaire au Québec a été dominé par trois acteurs qui sont aussi les plus grands sur le marché canadien. L'arrivée de Walmart accentue ainsi la concurrence sur le marché québécois dans le secteur de la distribution alimentaire.

Walmart a aussi promis de maintenir ses normes strictes en matière de rapport qualité-prix dans le secteur des aliments frais. Ainsi, l'entreprise a décidé d'étendre à l'alimentation sa politique de « parité des prix annoncés » par les détaillants concurrents, qui est en vigueur pour les marchandises générales. Selon cette politique, Walmart s'engage à consentir le même rabais qu'un concurrent qui annonce un produit identique dans sa circulaire.

Sur le plan de la promotion des produits québécois, Walmart s'est fixé comme objectif d'offrir au moins 30 % de fruits et de légumes québécois dans ses magasins au Québec, sur une base annuelle. Cette volonté se manifeste par l'utilisation systématique du logo « Aliments du Québec ».

Metro se consolide et se positionne sur le marché des produits ethniques.

Le distributeur alimentaire Metro a repris ses achats de consolidation au Québec. Après avoir racheté les 15 supermarchés GP, dans la région de Québec à l'automne 2009, Metro inc. a acheté neuf autres magasins qui appartenaient à des propriétaires indépendants. Il s'agit de cinq supermarchés Chèvrefils et de quatre magasins de la famille Martel, à Laval et dans les Basses-Laurentides. Ces acquisitions permettent à Metro de ramener en propriété directe des supermarchés déjà franchisés.

De plus, en octobre 2011, Metro inc. a acquis 55 % des parts de Marché Adonis et de Produits Phoenicia, un importateur et grossiste. Marché Adonis est un détaillant d'aliments ethniques fondé à Montréal en 1978. La transaction comprenait les quatre magasins Adonis en activité, soit trois à Montréal et un à Laval, de même qu'un cinquième qui allait ouvrir ses portes à la fin de 2011 à Brossard. Quant à Produits Phoenicia, il compte deux entrepôts, soit un à Montréal et un à Toronto. Ce partenariat permettra à Metro de mieux développer le marché des produits ethniques, qui est en forte croissance.

Avec l'acquisition de Marché Adonis, Metro emprunte un chemin semblable à celui que Loblaw's a tracé lorsqu'elle a acheté T&T Supermarket, le plus important détaillant de produits alimentaires asiatiques au Canada, en 2009.

Target est un autre grand acteur à venir au Canada.

En janvier 2011, Target, un géant américain de distribution au détail, a annoncé le rachat de 220 baux de Zellers au Canada. Il n'en retiendra toutefois que de 125 à 135 pour ouvrir ses propres magasins. En prévision de son entrée sur le marché canadien en 2013, Target a conclu une entente à long terme avec Sobeys, qui lui fournira des produits surgelés, des produits laitiers et des produits secs d'épicerie. Les deux entreprises se sont également entendues pour tirer parti de leurs réseaux de distribution respectifs et ainsi réduire leurs coûts de transport. Elles examineront aussi d'autres possibilités qui s'offrent à elles sur le plan de la chaîne d'approvisionnement.

L'empressement de Walmart d'ouvrir les supercentres au Québec, tout juste après que Target a annoncé son entrée prochaine au Canada, préfigure une vive concurrence entre ces deux géants américains, non seulement dans la distribution en général, mais aussi dans le secteur alimentaire. Il faudra s'attendre aussi à des réactions et à des repositionnements plus marqués de la part des trois grands distributeurs alimentaires traditionnels, à savoir Loblaw's,

Sobeys et Metro inc. D'autant plus que, depuis quatre ou cinq ans, les ventes dans les magasins d'alimentation augmentent de moins en moins.

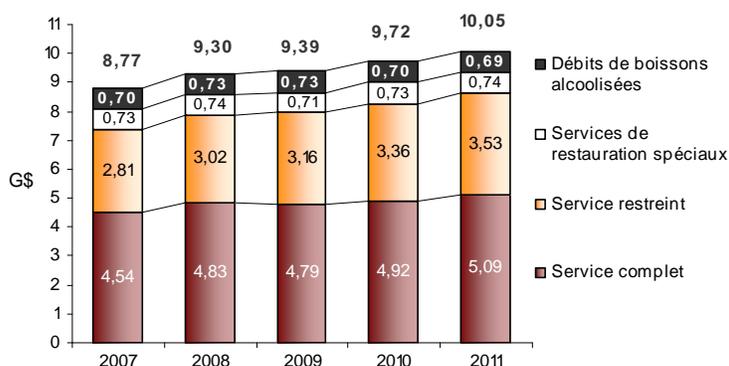
3.2.2 Restauration

Dans la restauration québécoise, le chiffre d'affaires a progressé de 3,4 %, en raison notamment de la forte montée des ventes dans les restaurants à service restreint.

Au Québec, en 2011, le chiffre d'affaires de l'ensemble du secteur de la restauration s'est accru de 3,4 % pour atteindre 10 G\$. En enlevant l'effet de l'inflation (hausse du prix des aliments), on constate que les ventes n'ont progressé que de 0,3 % et que leur valeur réelle se chiffre à 9,7 G\$.

Les restaurants à service complet et à service restreint ont réalisé des ventes de 5,09 et 3,53 G\$ respectivement. Le chiffre d'affaires des services de restauration spéciaux s'est élevé à 0,74 G\$, tandis que les débits de boissons alcoolisées ont vu leurs recettes atteindre 0,69 G\$.

Figure 12 – Ventes dans les secteurs de la restauration au Québec de 2007 à 2011

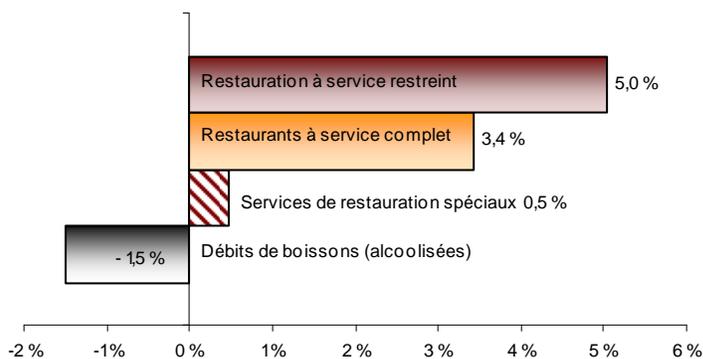


Source : Statistique Canada; compilation par le MAPAQ.

Seuls les débits de boissons alcoolisées ont vu leurs recettes diminuer en 2011.

Les restaurants à service restreint ont enregistré la plus forte progression (5 %) du chiffre d'affaires, suivis des restaurants avec service complet (3,4 %) et des services de restauration spéciaux (0,5 %). Quant aux recettes des débits de boissons alcoolisées, elles ont diminué de 1,5 %.

Figure 13 – Taux de croissance des ventes en 2011 par catégorie d'établissement de restauration au Québec



Source : Statistique Canada; compilation par le MAPAQ.

En Ontario, en 2011, les recettes de la restauration ont augmenté de 4,6 % pour se situer à 19,2 G\$. Les restaurants à service complet (4,6 %) et à service restreint (5,3 %) ainsi que les services de restauration spéciaux (4,7 %) ont obtenu un très bon rendement. En revanche, le chiffre d'affaires des débits de boissons alcoolisées a fortement diminué (- 7,1 %).

Durant la même année au Canada, les recettes de la restauration ont progressé de 3,9 % pour atteindre 50,5 G\$. Les restaurants à service complet (4,1 %) et à service restreint (4,1 %) ainsi que les services de restauration spéciaux (5,3 %) ont tous augmenté leur chiffre d'affaires, alors que celui des débits de boissons a subi une baisse de 1,6 %.

Chapitre 4

Évolution de l'activité

4.1 Production agricole et pêches

4.1.1 Recettes monétaires agricoles

En 2011, pour la première fois au Québec, les recettes monétaires agricoles provenant du marché ont dépassé le plafond des 7 G\$ grâce à un bond de 11 % par rapport à 2010.

Au Québec, les recettes monétaires agricoles provenant du marché ont atteint 7,3 G\$ à la suite d'un bond de 11 % entre 2010 et 2011. Dans le cas des recettes monétaires agricoles totales (inclut les paiements de programmes), elles se sont élevées à 8,0 G\$, ce qui correspond à une hausse de 788 M\$ (+ 11 %). La croissance au Québec a été supérieure à celle de 9 % observée en Ontario, et ce, tant dans le cas des recettes monétaires provenant du marché que dans celui des recettes monétaires agricoles totales. Dans le reste du Canada, les recettes monétaires provenant du marché ont connu une augmentation supérieure (13 %) en raison, notamment, de la prédominance des productions céréalières, dont les prix ont atteint des sommets.

Croissance de 16 % des recettes provenant des productions végétales.

La valeur des recettes monétaires du marché provenant des productions végétales s'est élevée à 2,4 G\$ en 2011. C'est 16 % de plus qu'en 2010. La production de maïs représente le quart de ce montant, les recettes ayant totalisé plus de 650 M\$ dans cette production en 2011. Ces dernières ont augmenté de 41 %, ayant été favorisées par le niveau record des prix ainsi que par les rendements à l'hectare enregistrés lors des récoltes automnales des années 2010 et 2011 au Québec. Les recettes se sont accrues de 36 % pour l'avoine, de 24 % pour les pommes de terre, de 16 % pour les cultures diverses et de 14 % pour les produits de l'érable.

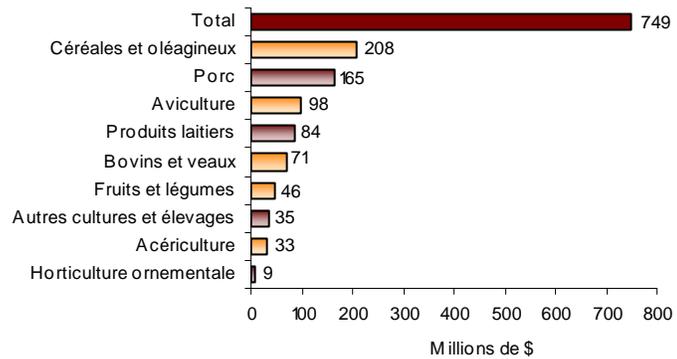
Les recettes provenant des productions animales ont progressé de 9 %.

Les productions animales n'ont pas été en reste, car les recettes monétaires du marché provenant de celles-ci ont augmenté de 9 % pour totaliser 4,9 G\$ en 2011. La hausse des prix a favorisé la progression des recettes de 14 % chez les éleveurs de porcs et de 16 % chez les éleveurs de bovins et de veaux, et ce, malgré une légère baisse des quantités commercialisées. En production porcine particulièrement, les recettes monétaires provenant du marché se sont élevées à plus de 1,3 G\$ en 2011. Elles ont totalisé 514 M\$ chez les producteurs de veaux et de bovins. Les éleveurs d'agneaux, quant à eux, ont vu leurs recettes atteindre 33 M\$ en 2011, comparativement à 38 M\$ en 2010. Du côté des productions sous gestion de l'offre, les recettes ont connu une hausse de 4 % dans le secteur de la production laitière, pour atteindre 2,1 G\$. Dans les secteurs de la volaille et des œufs, elles se sont accrues de 13 %, totalisant 824 M\$.

Au total, une hausse de 749 M\$ des recettes monétaires provenant du marché.

Les trois quarts de l'augmentation des recettes monétaires provenant du marché au Québec en 2011 sont attribuables aux secteurs des céréales et des oléagineux, au secteur porcin ainsi qu'aux secteurs sous gestion de l'offre (lait, œufs et volaille). La croissance dans ces secteurs s'établit à 555 M\$ par rapport à une hausse globale de 749 M\$.

Figure 14 – Croissance des recettes monétaires provenant du marché (M\$) par type de production au Québec en 2011



Source : Statistique Canada; compilation par le MAPAQ.

De leur côté, les paiements de programmes ont totalisé 656 M\$ au Québec en 2011. Ce montant est légèrement plus élevé que les 617 M\$ enregistrés en 2010.

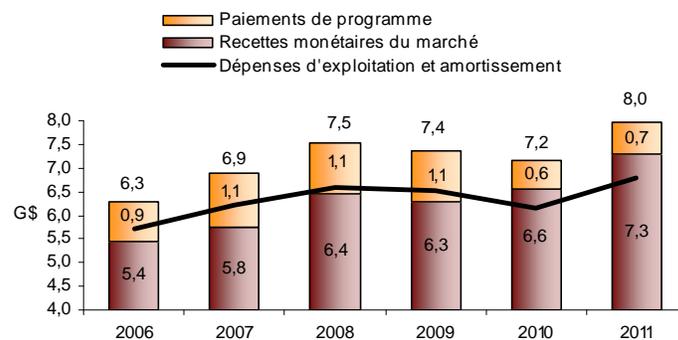
4.1.2 Dépenses d'exploitation et revenu agricole net⁵

Le revenu agricole net dépasse un milliard de \$ pour la deuxième année consécutive.

Les dépenses d'exploitation agricoles ont atteint 6,0 G\$ en 2011 au Québec. Il s'agit d'une augmentation de 11 %, qui est notamment attribuable à la hausse du coût de l'énergie, des intrants pour les céréales et de l'alimentation animale. Entre 2010 et 2011, l'accroissement des dépenses d'exploitation, estimé à 593 M\$, a tout de même été inférieur à la hausse de 788 M\$ des recettes monétaires agricoles totales. En ajoutant les coûts de l'amortissement, les dépenses s'élèvent à 6,8 G\$.

Comme en 2010, les recettes monétaires provenant du marché ont dépassé la somme des dépenses d'exploitation et de l'amortissement en 2011 (figure 15).

Figure 15 – Revenus et dépenses agricoles au Québec de 2006 à 2011



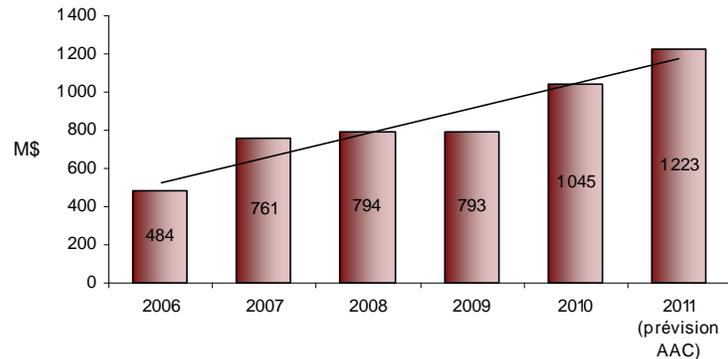
Sources : Statistique Canada; compilation par le MAPAQ.

5. Le calcul des dépenses et des revenus agricoles nets est basé sur des estimations d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Le redressement du revenu agricole net s'est poursuivi en 2011.

Le redressement du revenu agricole net, amorcé en 2007, s'est poursuivi en 2011 au Québec. Si l'on tient compte de l'amortissement et de la valeur de la variation des stocks, le revenu agricole net se serait ainsi élevé à 1,2 G\$ comparativement à 1,05 G\$ en 2010 (figure 16). Ce sont 450 millions de plus que la moyenne observée durant la période 2006-2010.

Figure 16 – Revenu agricole net* au Québec de 2006 à 2011



*: Revenu agricole net après amortissement et valeur de la variation des stocks.
Sources : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada; compilation par le MAPAQ.

Par ailleurs, le revenu agricole net est estimé à 1,3 G\$ en Ontario et à 6,3 G\$ à l'échelle canadienne en 2011. Il s'agit d'une amélioration notable par rapport aux récentes années (annexes 2.1 à 2.3). Pour 2011, le revenu agricole net correspond à 12 % des recettes monétaires agricoles en Ontario et à 13 % des recettes monétaires agricoles canadiennes. Au Québec, cette proportion atteint 15 %.

4.1.3 Pêches et aquaculture

En 2011, on observe une forte croissance de la valeur des débarquements de la pêche commerciale (+ 26 %) et de la valeur de la transformation des produits marins (+ 11 %).

L'industrie des pêches et de l'aquaculture tient une place importante dans l'économie des régions maritimes du Québec. En 2011, on estime que les activités de pêche, d'aquaculture et de transformation des produits marins ont procuré près de 6 000 emplois directs. Ces activités génèrent un produit intérieur brut réel qui avoisine les 83 M\$ pour le secteur primaire et les 81 M\$ pour l'industrie de la transformation des produits marins.

Selon les données préliminaires, la valeur des débarquements de la pêche commerciale en eau marine a progressé de 26,2 %, passant de 115,9 M\$ en 2010 à 146,3 M\$ en 2011. Par contre, dans le même intervalle, le volume des captures a diminué de 55 434 tonnes à 53 458 tonnes, ce qui équivaut à une baisse de 3,6 %. En fait, la hausse de la valeur des débarquements est largement attribuable à l'augmentation du prix au débarquement du crabe des neiges (+ 87 %), de la crevette (+ 33 %) et du homard (+ 15 %), puisque ces trois espèces comptent pour 84 % de la valeur totale enregistrée.

Tableau 3 – Pêche commerciale au Québec : débarquements en 2000, 2005, 2010 et 2011

Débarquements		2000	2005	2010	2011
Commerciaux en eaux marines	M\$	171,7	158,9	115,9	146,3
Commerciaux en eaux douces	M\$	4,4	2,0	1,4	n.d.
Évolution du total	%	-	- 8,6	- 27,1	n.d.
Commerciaux en eaux marines	Tonnes	60 752	58 699	55 434	53 458
Commerciaux en eaux douces	Tonnes	1 297	766	613	n.d.
Évolution du total	%	-	- 4,2	- 5,7	n.d.

Source : Pêches et Océans Canada; compilation par le MAPAQ.

Note : Les volumes sont en tonnes métriques, poids vif.

En ce qui a trait à l'aquaculture commerciale, les plus récentes données remontent à 2010. La valeur de la production atteignait alors 11,9 M\$, c'est-à-dire 11,1 millions pour la dulciculture et 770 000 \$ pour la mariculture. Il s'agit d'un recul de 9,2 % par rapport à 2005. Le plus important type d'aquaculture est l'élevage des salmonidés. L'omble de fontaine et la truite arc-en-ciel en constituent les principales espèces.

Tableau 4 – Aquaculture commerciale au Québec : ventes en 2000, 2005 et 2010

		2000	2005	2010
Aquaculture	M\$	18,6	13,1	11,9
Évolution	%	-	- 29,6	- 9,2
Aquaculture	Tonnes	n.d.	2 037	1 829
Évolution	%	-	n.d.	- 10,2

Source : Direction générale des pêches et de l'aquaculture commerciales du MAPAQ.

Note : Les volumes sont en tonnes métriques, poids vif.

Pour ce qui est de la transformation des produits aquatiques, les expéditions des entreprises ont été estimées à près de 340 M\$ en 2011, ce qui constitue une progression de 11 % par rapport à l'année précédente. Cette augmentation s'explique par une croissance de la transformation de homard dans les régions maritimes du Québec. La valeur totale des expéditions se répartit comme suit : crustacés (88,2 %); poissons de fond (7 %); mollusques (2,2 %); espèces pélagiques et de l'estuaire (2,5 %), et autres (0,01 %).

Les perspectives pour l'année 2012 sont positives en ce qui a trait à la pêche commerciale.

Selon Pêches et Océans Canada, les prix au débarquement pour la crevette et le homard, et la hausse des quotas de crabe devraient favoriser les pêcheurs commerciaux en 2012.

4.2 Bilan de la transformation bioalimentaire

Industrie capitale au Québec, la transformation bioalimentaire confirme sa croissance accélérée et constante depuis 2006.

Depuis 2007, l'industrie québécoise performe mieux que la moyenne canadienne.

L'industrie des aliments, des boissons et du tabac est un maillon très important du secteur manufacturier, tant pour l'ensemble du Québec que pour la plupart de ses régions. Grâce à la valeur de ses ventes et au nombre d'emplois générés, elle se classe au premier rang parmi la vingtaine de grands secteurs manufacturiers du Québec.

En 2011, la valeur des livraisons manufacturières de la transformation bioalimentaire s'élevait à 23,8 G\$, ce qui représente une hausse de 3,5 % par rapport à 2010. L'industrie québécoise performe un peu mieux que la moyenne canadienne qui enregistre une croissance de 3,4 %. Les livraisons de l'industrie agroalimentaire ontarienne, quant à elles, n'ont augmenté que de 1,9 %. D'ailleurs, au cours des cinq dernières années, la performance du Québec a dépassé celle de l'Ontario et de la moyenne canadienne à ce chapitre.

Figure 17 – Évolution des livraisons manufacturières de la transformation bioalimentaire au Québec, en Ontario et au Canada, de 2002 à 2011



Source : Statistique Canada; compilation par le MAPAQ.

Depuis cinq ans, l'industrie de la transformation bioalimentaire québécoise accroît son poids au Canada.

En 2011, les livraisons manufacturières de la transformation bioalimentaire québécoise ont poursuivi leur croissance des cinq dernières années, malgré la vigueur du dollar et la récession qui a touché fortement quelques principaux marchés d'exportation des produits alimentaires du Québec. D'ailleurs, la part du Québec dans les livraisons canadiennes d'aliments, de boissons et de tabac s'est redressée et celui-ci a récupéré les pertes enregistrées dans la première partie des années 2000.

Les livraisons manufacturières du Québec représentent 25,2 % des livraisons correspondantes dans l'industrie des aliments, des boissons et du tabac au Canada. En comparaison, l'Ontario compte pour 39,2 % des livraisons canadiennes, tandis que les autres provinces se partagent les 35,6 % restants (tableau 5).

Tableau 5 – Parts relatives des livraisons au Canada de 2002 à 2011

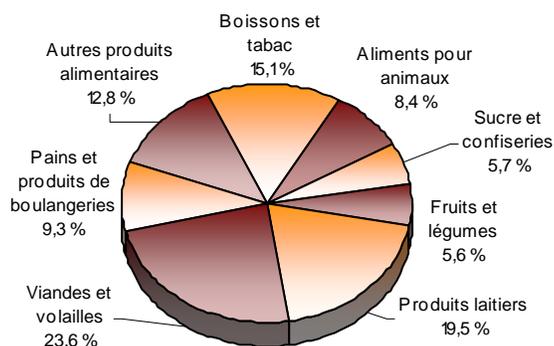
Année	Québec	Ontario	Autres provinces
2002	24,3 %	40,3 %	35,5 %
2003	24,1 %	40,8 %	35,1 %
2004	23,0 %	41,4 %	35,5 %
2005	22,8 %	41,8 %	35,4 %
2006	23,5 %	40,9 %	35,5 %
2007	24,3 %	39,1 %	36,6 %
2008	24,4 %	39,0 %	36,5 %
2009	25,1 %	40,0 %	34,9 %
2010	25,2 %	39,8 %	35,0 %
2011	25,2 %	39,2 %	35,6 %

Source : Statistique Canada; compilation par le MAPAQ.

Cinq secteurs comptent pour les trois quarts des livraisons.

Le secteur de la transformation bioalimentaire au Québec est très diversifié au vu des nombreux secteurs qui contribuent à ses livraisons. Il n'en demeure pas moins que, sur la base des chiffres de 2011, cinq secteurs d'activité comptaient pour 76 % des livraisons manufacturières, soit les produits de viande (23,6 %), les produits laitiers (19,5 %), les boissons et les produits du tabac (15,1 %), les produits de boulangerie (9,3 %) et les aliments pour animaux (8,4 %). D'ailleurs, pour trois de ces cinq secteurs, à savoir la transformation des viandes, les produits laitiers, et les boissons et produits du tabac, la part cumulée se maintient autour de 60 % des livraisons manufacturières depuis presque une vingtaine d'années.

Figure 18 – Répartition des livraisons manufacturières de l'industrie des aliments, des boissons et du tabac, par secteur au Québec, en 2011



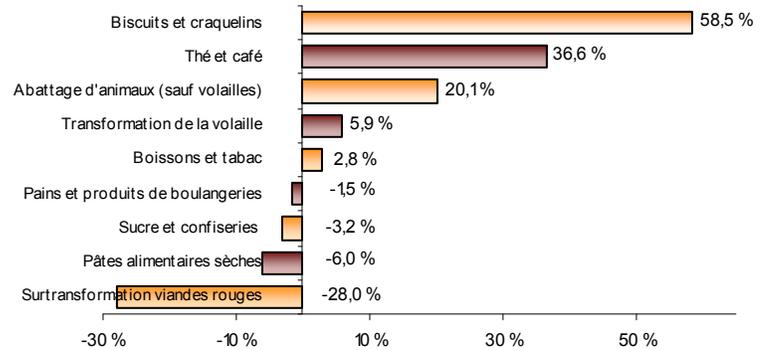
Source : Statistique Canada; compilation par le MAPAQ.

Plusieurs secteurs se sont démarqués par leur croissance.

En 2011, plusieurs secteurs de la transformation bioalimentaire ont enregistré d'importantes hausses de leurs livraisons. Parmi ceux-ci, on trouve le secteur de l'abattage d'animaux (sauf les volailles), avec une augmentation de 20,1 %, de la fabrication de biscuits et de craquelins (58,5 %), de la fabrication de thé et de café (36,6 %), de la transformation de la volaille (5,9 %), et des boissons et produits du tabac (2,8 %). En fait, l'accroissement des livraisons dans les secteurs des viandes, du thé et du café ainsi que des boissons et du

tabac a représenté 58 % de la progression des livraisons de toute l'industrie de la transformation bioalimentaire québécoise en 2011.

Figure 19 – Croissance des livraisons de l'industrie de la transformation bioalimentaire québécoise, par secteur, en 2011



Source : Statistique Canada; compilation par le MAPAQ.

Trois secteurs ont vu la valeur de leurs livraisons baisser en 2011. Il s'agit du secteur de la surtransformation des viandes rouges (- 28 %), celui de la fabrication du sucre et de confiseries (- 3,2 %) et le secteur de la boulangerie et de la fabrication de tortillas (- 1,5 %), notamment le sous-secteur des pâtes alimentaires sèches (- 6 %).

4.3 Flux économiques de la chaîne agroalimentaire

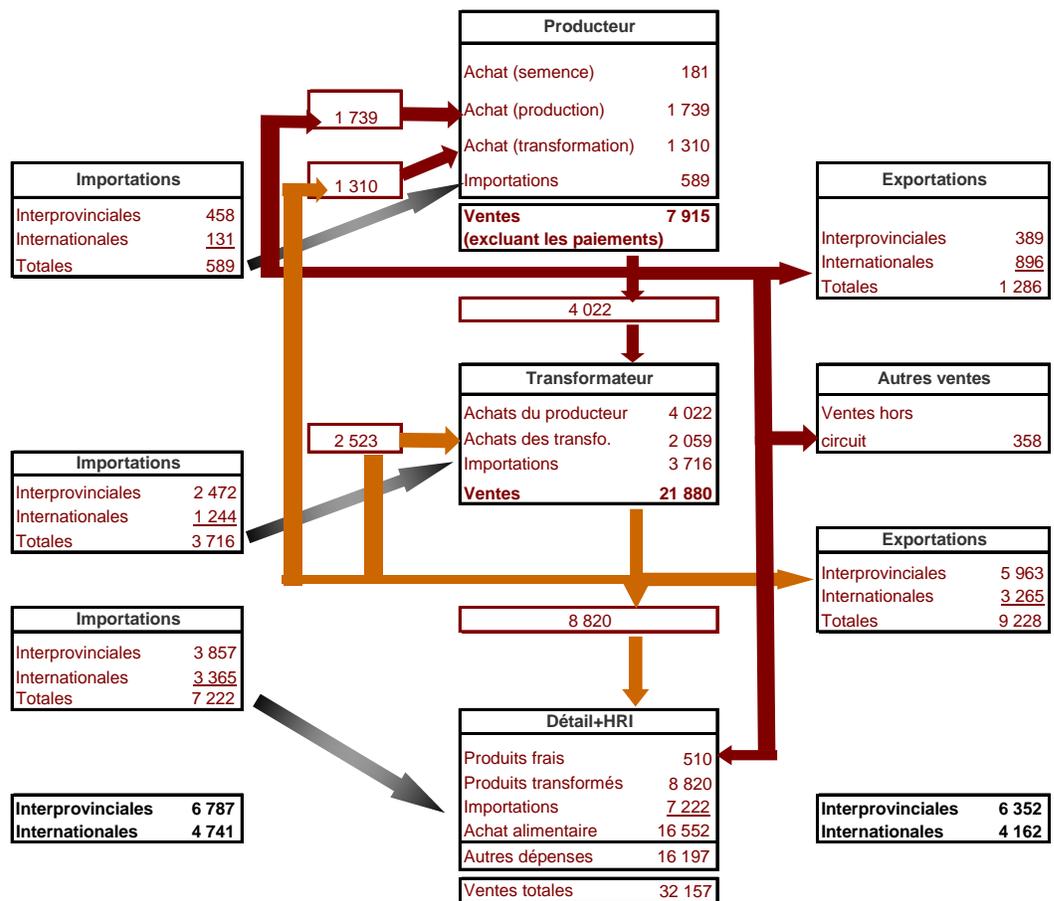
Au Québec, la production agricole et la transformation alimentaire sont étroitement liées.

Au Québec, il existe un étroit partenariat entre le secteur de la production agricole et celui de la transformation alimentaire. En effet, environ 57 % des ventes manufacturières des transformateurs sont liées à l'agriculture québécoise, qui leur fournit l'essentiel des intrants nécessaires à la fabrication. Ainsi, près de 70 % des recettes monétaires agricoles provenant du marché, qui sont destinées à l'alimentation, sont tirées directement de la vente aux transformateurs. Ce complexe agroalimentaire production-transformation se compose surtout des secteurs des viandes, des fruits et légumes, des produits laitiers et de l'alimentation animale.

Notons que certains secteurs de la transformation alimentaire ont peu de relations d'affaires avec les producteurs agricoles du Québec. Les entreprises de ces secteurs transforment essentiellement des intrants importés d'autres provinces ou pays (cacao, thé et café, par exemple), ou encore des produits non agricoles tels que l'eau et des produits marins.

Afin de bien visualiser la circulation des produits alimentaires québécois dans l'ensemble du circuit économique et dans ses différents maillons, un modèle des flux économiques du secteur bioalimentaire a été élaboré en 2009. Il est à noter que ce modèle tient compte uniquement de la production québécoise pour l'année 2009⁶.

Figure 20 – Flux économiques du secteur bioalimentaire du Québec en 2009 (en M\$)



Source : Direction des études et des perspectives économiques du MAPAQ.

Selon le modèle des flux présenté ci-dessus, la valeur de la production agricole en 2009 (7 915 M\$) était répartie de la manière suivante :

- ♦ 22 % de la production agricole retournaient vers les producteurs (1 739 M\$).

6. En raison de l'équilibrage de la chaîne de valeur, les exportations internationales excluent les stocks de sirop d'érable non produits en 2009 ainsi que les stocks de fèves de soya produits en Ontario et destinés aux marchés internationaux, mais comptabilisés à la sortie des douanes du Québec.

- ◆ 78 % de la production agricole équivalaient aux recettes monétaires (6 176 M\$) de différents segments du marché comme suit :
 - 16 % des recettes étaient générées par les exportations internationales et interprovinciales des produits agricoles non transformés (1 286 M\$).
 - 51 % provenaient des ventes faites aux transformateurs québécois (4 022 M\$).
 - 6 % découlaient de ventes des produits agricoles frais directement au réseau de l'hôtellerie, de la restauration et des institutions (HRI) et au réseau du commerce de détail du Québec (510 M\$).
 - 4,5 % concernaient l'utilisation non alimentaire des produits d'origine bioalimentaire (358 M\$).

En ce qui a trait à la transformation bioalimentaire :

- ◆ 42 % des livraisons manufacturières ont été orientées vers les marchés interprovincial et international (9 228 M\$).
- ◆ 40 % des livraisons sont allées au marché final québécois du commerce de détail et au réseau de l'hôtellerie, de la restauration et des institutions (8 820 M\$).
- ◆ 12 % des livraisons sont demeurées dans le secteur de la transformation pour vraisemblablement subir une surtransformation (2 523 M\$).
- ◆ 6 % ont servi d'intrants à la production agricole (1 310 M\$).

En définitive, en 2009, 55 % des ventes bioalimentaires finales⁷ du complexe production-transformation du Québec, dont la valeur s'élève à 20 G\$, ont été effectuées à l'extérieur du Québec, soit 32 % dans le reste du Canada, 14 % aux États-Unis et 9 % ailleurs dans le monde. En conséquence, 45 % des ventes des entreprises québécoises de production et de transformation bioalimentaires ont été réalisées au Québec.

Pour ce qui est du marché alimentaire québécois, ces 45 % des ventes finales réalisées par des fournisseurs québécois équivalent à 56 % des produits alimentaires consommés au Québec.

7. Il s'agit des ventes effectuées par les entreprises de production et de transformation alimentaires dans les réseaux du commerce de détail et de la restauration au Québec ainsi que des ventes enregistrées à l'extérieur de la province.

Chapitre 5

Échanges internationaux

5.1 Exportations bioalimentaires internationales

L'année 2011 a été une année record, avec une croissance des exportations de 12,7 % qui renforce une tendance.

En 2011, le taux de croissance de la valeur des exportations bioalimentaires québécoises (12,7 %) a été le deuxième plus élevé de la décennie. Cette augmentation a porté la valeur à 5,6 G\$. Pour la troisième fois au cours des quatre dernières années, la hausse des exportations québécoises dépasse 10 %. La crise économique sévère de l'année 2009 avait fait baisser la valeur des exportations de 7,3 %.

La performance des exportateurs québécois au cours des cinq dernières années laissait présager une nette accélération du rythme de croissance, principalement en raison des excellents résultats obtenus par certains secteurs (tableau 6). Mis à part les secteurs traditionnels tels que le cacao et ses préparations, les céréales, les oléagineux et le secteur porcin, une variété de produits ont tout récemment contribué à cette accélération. En effet, les huiles végétales, les préparations de fruits et légumes, le café et le thé ont favorisé la hausse remarquable des exportations depuis 2009.

Tableau 6 – Produits ayant connu les plus fortes croissances de la valeur des exportations entre 2007 et 2011, au Québec

	Variation de 2007 à 2011
Bioalimentaire québécois	36 %
Huiles végétales	437 %
Café, thé, maté et épices	348 %
Céréales	119 %
Alimentations animales	71 %
Cacao et ses préparations	70 %
Oléagineux	66 %
Viande porcine	40 %
Préparations de fruits et légumes	26 %

Source : Global Trade Atlas; compilation par le MAPAQ.

Grâce à cette croissance accélérée des exportations québécoises, la valeur des exportations bioalimentaires ontariennes était seulement 1,8 fois plus élevée que celle du Québec en 2011. Ce ratio était de 2,7 fois en 1995 (tableau 7).

Tableau 7 – Exportations bioalimentaires au Québec, en Ontario et dans le reste du Canada de 2002 à 2011

Année	Valeur des exportations annuelles (M\$)				Taux de croissance annuel (%)			
	Québec	Ontario	Autres provinces	Canada	Québec	Ontario	Autres provinces	Canada
2002	3 600	8 469	18 786	30 855	7,2	6,0	-4,7	-0,7
2003	3 649	8 501	17 223	29 373	1,4	0,4	-8,3	-4,8
2004	3 818	8 795	18 884	31 496	4,6	3,5	9,6	7,2
2005	3 841	8 624	18 309	30 773	0,6	-1,9	-3,0	-2,3
2006	3 823	8 676	19 668	32 167	-0,5	0,6	7,4	4,5
2007	4 131	8 841	22 571	35 544	8,1	1,9	14,8	10,5
2008	4 858	9 621	28 679	43 159	17,6	8,8	27,1	21,4
2009	4 502	9 073	25 621	39 195	-7,3	-5,7	-10,7	-9,2
2010	4 996	9 656	25 110	39 762	11,0	6,4	-2,0	1,4
2011	5 632	10 199	28 978	44 809	12,7	5,6	15,4	12,7

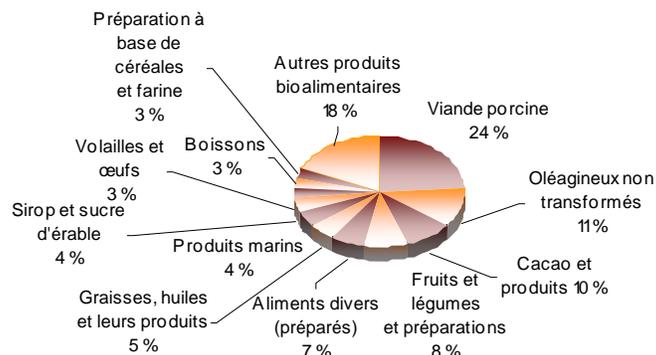
Source : Global Trade Atlas; compilation par le MAPAQ.

Principaux produits exportés : le porc s'affiche encore comme le produit phare.

La viande porcine, les oléagineux non transformés, le cacao et ses produits, les fruits et légumes, et les préparations associées, ainsi que les graisses, les huiles et leurs produits représentent les cinq principaux groupes de produits que le Québec a écoulés sur les marchés internationaux en 2011 et en 2010. Ces produits ont compté pour près de 60 % de la valeur totale des exportations internationales de produits bioalimentaires du Québec en 2011.

Figure 21 – Parts des produits bioalimentaires exportés du Québec en 2011

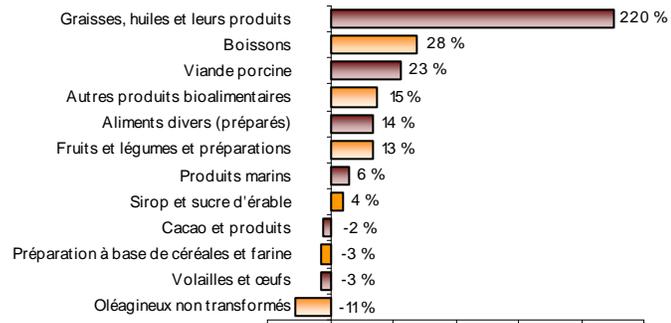
Le secteur de la viande porcine a représenté 24 % de la valeur totale des exportations bioalimentaires québécoises en 2011.



Source : Statistique Canada; compilation par le MAPAQ.

Par rapport à 2010, les résultats de 2011 mettent en évidence une hausse de la valeur des exportations dans plusieurs secteurs, notamment les suivants : la viande porcine (+ 22,6 %); les boissons (+ 27,8 %); les céréales non transformées (+ 43,5 %); les graisses, les huiles et leurs produits (+ 220,2 %); le café, le thé et leurs produits (+ 61,3 %), et les produits marins (+ 6,2 %).

Figure 22 – Croissance des exportations des principaux produits bioalimentaires québécois en 2011



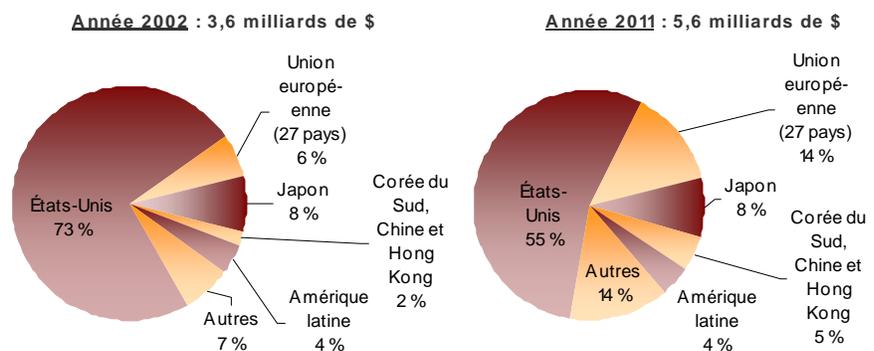
Source : Statistique Canada; compilation par le MAPAQ.

À l'opposé, la valeur des exportations a diminué pour les produits suivants : les oléagineux non transformés (- 10,9 %); le cacao et ses produits (- 2,4 %); les volailles et les œufs (- 3 %), et les préparations à base de céréales et de farine.

Destination des produits bioalimentaires du Québec : les États-Unis demeurent le partenaire principal, mais sont en perte de poids.

Bien que le Québec expédie des produits bioalimentaires aux quatre coins du monde, les États-Unis demeurent son principal débouché. Cependant, la part des exportations bioalimentaires québécoises vers ce pays, qui culminait à 73 % au tout début de la dernière décennie (2002), ne s'établissait plus qu'à 55 % en 2011. Entre 2002 et 2011, cette part a diminué de façon régulière avec des accélérations en 2004 et 2005. On peut expliquer cette situation en partie par un léger ralentissement de la croissance des exportations du Québec vers les États-Unis, accompagné d'une augmentation plus rapide des exportations bioalimentaires vers d'autres pays.

Figure 23 – Principales destinations des exportations bioalimentaires du Québec en 2002 et 2011



Source : Global Trade Atlas; compilation par le MAPAQ.

Une présence accrue sur les marchés émergents

La part des exportations bioalimentaires du Québec vers les marchés émergents (Russie, Chine, Afrique du Sud, Chili, Brésil, Ukraine et Inde) est en hausse constante depuis plus d'une décennie. Elle est passée de 1,7 % en 2001 à 8,9 % en 2011. Ainsi, la valeur des exportations bioalimentaires québécoises vers les pays émergents s'établissait à 503,1 M\$ en 2011. Trois pays, soit la Russie, la Chine et l'Afrique du Sud, se partagent 88,4 % des

exportations bioalimentaires québécoises vers les marchés émergents. Ils reçoivent respectivement 55,5 %, 23,4 % et 9,5 % de ces exportations.

Par contre, pour la période 2006-2011, les taux de croissance annuels moyens les plus spectaculaires pour les exportations bioalimentaires québécoises proviennent du Chili (+ 49,7 %) et du Brésil (+ 46,3 %).

La Russie et la Chine demeurent presque exclusivement des marchés pour la viande porcine. En effet, en 2011, cette viande représentait respectivement 90,9 % et 81,3 % des exportations bioalimentaires québécoises dans ces deux pays. À l'opposé, le Brésil et, dans une moindre mesure, l'Afrique du Sud et le Chili offrent, comme marchés émergents de destination, des fenêtres ou des créneaux de diversification pour les exportations bioalimentaires du Québec.

5.2 Importations bioalimentaires internationales

La croissance s'est accélérée entre 2006 et 2011 avec un bond historique de 23 % en 2011.

Les importations bioalimentaires internationales du Québec ont deux caractéristiques notables. D'une part, elles sont très diversifiées. D'autre part, une portion non négligeable d'entre elles est constituée de produits peu ou pas offerts au Québec.

En 2011, la valeur des importations bioalimentaires internationales du Québec a fait un bond historique de 23 % pour s'établir à 5,8 G\$. Il s'agit d'un accroissement de plus d'un milliard de dollars par rapport à 2010. Les boissons (1,3 G\$), les fruits et légumes (1,1 G\$), le sucre et les sucreries (744 M\$), le cacao et ses préparations (570 M\$), et les produits marins (411 M\$) sont les 5 principaux produits bioalimentaires que le Québec a importés en 2011.

Depuis 2002, les importations bioalimentaires internationales du Québec ont toujours été en hausse, sauf en 2010, où elles ont légèrement fléchi (- 2,9 %). De 2001 à 2006, elles ont crû à un rythme annuel moyen de + 5,2 %, puis de + 8,9 % entre 2006 et 2011.

Tableau 8 – Exportations, importations et balance commerciale bioalimentaires du Québec avec l'ensemble des pays, de 2002 à 2011

	Exportations (M\$)	Importations (M\$)	Balance commerciale (M\$)
2002	3 600,3	3 015,0	585,3
2003	3 649,1	3 257,9	391,2
2004	3 817,7	3 428,2	389,5
2005	3 804,9	3 524,0	280,9
2006	3 823,5	3 771,3	52,2
2007	4 131,4	4 043,2	88,2
2008	4 858,5	4 618,3	240,2
2009	4 502,0	4 830,7	- 328,7
2010	4 995,8	4 692,3	303,5
2011	5 632,3	5 773,3	- 140,9

Source : Global Trade Atlas; compilation par le MAPAQ.

Une balance commerciale légèrement négative en 2011

Depuis 1997, la balance commerciale bioalimentaire internationale du Québec est excédentaire, sauf pour deux années assez récentes. En effet, cette tendance s'est arrêtée net en 2009, où l'on observe un déficit commercial de 328,7 M\$. Un déficit de 140,9 M\$ a aussi été enregistré pour l'année 2011.

Il est à noter que parmi les principaux produits importés dont la valeur a fortement grimpé en 2011, certains ne sont pas produits au Québec. C'est le cas des fèves de cacao (+ 46 %), du sucre brut (+ 40 %) et des vins et vermouths (+ 14 %). Ces trois produits font partie des quatre principaux produits alimentaires que le Québec a importés en 2011. Ils expliquent 60 % de l'accroissement des importations en 2011.

Annexes

ANNEXE 1

Tableau 9 – Principaux indicateurs de l'activité économique de l'industrie bioalimentaire du Québec, 2010 et 2011

	2010	2011	Variation (%) 2011/2010
Indicateur des retombées économiques			
Produit intérieur brut aux prix de base (en M\$)			
Agriculture et pêches	3 260	3 198	- 1,9
Transformation des aliments, boissons et tabac	6 289	6 302	-0,2
Commerce de détail	3 844	3 884	-1
Restauration et débit de boissons	3 863	3 911	1,2
Total pour le bioalimentaire (sans le commerce de gros)	17 256	17 294	0,2
Ensemble de l'économie	253 413	256 973	1,4
Emplois (nombre)			
Pêches	3 268	3 563	9,0
Agriculture	53 583	57 025	6,4
Transformation des aliments, boissons et tabac	64 770	64 932	0,3
Commerce de gros	28 665	28 297	- 1,3
Commerce de détail	134 731	127 540	- 5,3
Restauration	191 323	193 095	0,9
Total pour le bioalimentaire	476 341	474 452	- 0,4
Ensemble du secteur de la fabrication	413 425	410 777	- 0,6
Ensemble de l'économie	3 915 125	3 953 575	1,0
Immobilisations (en M\$)			
Agriculture et pêches	701,9	646,5	- 7,9
Aliments et boissons	369,3	484,2	31,1
Magasins d'alimentation	424,7	341,9	- 19,5
Commerce de gros	230,3	329,4	43,0
Restauration	430,0	332,4	- 22,7
Total des immobilisations bioalimentaires	2 156,2	2 134,4	- 1,0
Ensemble de l'économie	64 143,6	66 563,0	3,8
Indicateurs de l'activité (en M\$)			
Recettes monétaires agricoles totales	7 172,9	7 958,9	10,1
Ventes manufacturières des aliments	19 466,8	20 174,3	3,6
Ventes manufacturières de boissons et de tabac	3 478,4	3 577,5	2,8
Demande alimentaire intérieure	33 178,8	33 596,2	1,3
Ventes des aliments au détail	23 463,0	23 549,1	0,4
Recettes des restaurants et des autres établissements	9 715,8	10 047,1	3,4
Exportations de produits agricoles, alimentaires et marins	4 995,8	5 632,3	12,7
Importations	4 692,3	5 773,3	23,0
Indice des prix à la consommation (2002 = 100)			
Aliments	124,8	129,2	3,5
Aliments achetés en magasin	125,4	130,0	3,7
Aliments achetés au restaurant	123,1	127,0	3,1
Ensemble des biens et des services	114,8	118,3	3,0
Autres			
Revenu agricole net comptant (en M\$)	1 715,2	1 925,1	16,2
Revenu agricole net réalisé (en M\$)	998,7	1 169,6	24,2
Revenu net total des exploitations agricoles (en M\$)	1 045,1	1 222,8	17,0
Population totale au Québec (en milliers)	7 905,7	7 979,7	0,9
Population active au Québec (en milliers)	4 253,3	4 285,5	0,8
Taux de chômage au Québec (en pourcentage)	8,0	7,8	- 2,1
Taux d'emploi au Québec (en pourcentage)	60,2	60,1	- 0,1
Taux de change (CAD-USD)	0,97	0,99	2,0
Taux officiel d'escompte (en pourcentage)	0,85	1,25	47,1

Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec et MAPAQ.

ANNEXE 2.1

Tableau 10 – Recettes, dépenses et revenu net agricoles au Québec, de 2009 à 2011 (en milliers de dollars)

Produit	2009	2010	2011	Variation (%)	
				2010/2009	2011/2010
Blé	24 678	29 590	28 299	19,9	- 4,4
Avoine	16 639	21 884	29 688	31,5	35,7
Orge	14 222	18 280	20 707	28,5	13,3
Canola	5 468	9 730	12 443	77,9	27,9
Soja	230 244	297 853	306 557	29,4	2,9
Mais	437 573	462 705	650 076	5,7	40,5
Pommes de terre	125 775	123 861	153 454	- 1,5	23,9
Légumes	360 216	376 790	373 532	4,6	- 0,9
Pommes	44 972	41 080	40 174	- 8,7	- 2,2
Bleuets	27 616	11 574	41 278	- 58,1	256,6
Fraises	31 512	31 246	36 248	- 0,8	16,0
Autres fruits	51 255	36 552	52 472	- 28,7	43,6
Floriculture et pépinières	241 807	242 606	251 909	0,3	3,8
Haricots secs	4 538	3 686	2 011	- 18,8	- 45,4
Fourrage et graines fourragères	50	268	223	436,0	- 16,8
Foin et trèfle	44 900	44 237	46 927	- 1,5	6,1
Produits de l'érable	302 558	238 935	271 501	- 21,0	13,6
Produits forestiers	45 932	45 158	46 997	- 1,7	4,1
Arbres de Noël	26 652	24 899	23 833	- 6,6	- 4,3
Autres cultures	14 869	15 047	17 437	1,2	15,9
Cultures (total)	2 051 477	2 075 981	2 405 766	1,2	15,9
Bovins	281 229	260 896	301 625	- 7,2	15,6
Veaux	177 607	182 431	212 643	2,7	16,6
Porcs	922 438	1 151 484	1 316 965	24,8	14,4
Moutons	936	1 125	1 281	20,2	13,9
Agneaux	36 581	37 775	32 831	3,3	- 13,1
Produits laitiers	2 008 871	2 055 302	2 139 682	2,3	4,1
Poules et poulets	550 278	526 966	608 601	- 4,2	15,5
Dindons	79 299	66 090	69 529	- 16,7	5,2
Couvoirs	11 194	12 403	14 367	10,8	15,8
Œufs (total)	119 056	121 214	131 914	1,8	8,8
Miel	7 837	9 516	8 780	21,4	- 7,7
Fourrures	2 407	4 281	6 131	77,9	43,2
Autre bétail	46 177	48 727	53 290	5,5	9,4
Bétail (total)	4 243 909	4 478 209	4 897 638	5,5	9,4
Recettes monétaires provenant du marché	6 295 386	6 554 190	7 303 404	4,1	11,4
Paiements directs	1 060 267	617 154	655 541	- 41,8	6,2
Recettes monétaires (total)	7 355 653	7 171 344	7 958 945	- 2,5	11,0
Moins les dépenses d'exploitation après les remises	5 771 102	5 440 901	6 033 890	- 5,7	10,9
Revenu net comptant	1 584 551	1 730 443	1 925 055	9,2	11,2
Plus le revenu en nature	10 482	10 422	11 124	- 0,6	6,7
Moins les frais d'amortissement	735 362	726 832	766 544	- 1,2	5,5
Revenu net réalisé	859 671	1 014 033	1 169 635	18,0	15,3
Plus la valeur de la variation des stocks	- 66 831	-	-		
Revenu net total	792 839	1 045 149	1 222 800		

Sources : Statistique Canada. CANSIM Tableaux 002-0001, 002-0012 et 002-0005, revenu agricole net, no 21-010, novembre 2011 (2009 et 2010).
Cellules en gris : Agriculture et Agroalimentaire Canada, février 2012 (prévisions 2011).

Note : Les cellules ombragées correspondent aux prévisions publiées par Agriculture et Agroalimentaire Canada; la prévision du revenu net comptant pour 2011 est fonction des recettes monétaires prévues par AAC et non des recettes monétaires diffusées par Statistique Canada et présentées dans ce tableau.

- : N'ayant pas lieu de figurer.

ANNEXE 2.2

Tableau 11 – Recettes, dépenses et revenu net agricoles en Ontario, de 2009 à 2011 (en milliers de dollars)

Produit	2009	2010	2011	Variation (%)	
				2010/2009	2011/2010
Blé	261 224	270 674	314 935	3,6	16,4
Avoine	6 360	5 715	5 086	- 10,1	- 11,0
Orge	7 366	6 912	8 937	- 6,2	29,3
Canola	16 007	29 253	33 017	82,8	12,9
Soja	1 034 766	1 138 041	1 076 677	10,0	- 5,4
Mais	820 567	1 029 808	1 338 270	25,5	30,0
Pommes de terre	100 574	103 654	103 480	3,1	- 0,2
Légumes	1 100 820	1 176 793	1 272 447	6,9	8,1
Pommes	82 419	71 301	65 059	- 13,5	- 8,8
Fraises	22 563	20 805	18 644	- 7,8	- 10,4
Autres fruits	111 900	115 509	119 494	3,2	3,4
Floriculture et pépinières	870 656	849 112	834 588	- 2,5	- 1,7
Haricots secs	66 952	83 738	70 450	25,1	- 15,9
Fourrage et graines fourragères	866	1 152	1 484	33,0	28,8
Foin et trèfle	67 149	69 543	73 714	3,6	6,0
Produits de l'érable	25 613	19 204	32 533	- 25,0	69,4
Produits forestiers	18 249	17 942	18 672	- 1,7	4,1
Arbres de Noël	6 878	6 819	5 591	- 0,9	- 18,0
Autres cultures	216 073	271 759	235 980	25,8	- 13,2
Cultures (total)	4 837 002	5 287 734	5 629 058	9,3	6,5
Bovins	832 413	893 466	977 245	7,3	9,4
Veaux	40 212	37 699	51 141	- 6,2	35,7
Porcs	700 216	744 917	902 045	6,4	21,1
Moutons	4 816	5 918	5 582	22,9	- 5,7
Agneaux	45 996	48 318	57 669	5,0	19,4
Produits laitiers	1 766 031	1 780 373	1 895 327	0,8	6,5
Poules et poulets	655 211	639 641	735 362	- 2,4	15,0
Dindons	160 822	142 925	155 739	- 11,1	9,0
Couvoirs	8 827	8 355	10 880	- 5,3	30,2
(Œufs (total)	272 960	275 482	301 011	0,9	9,3
Miel	11 414	17 689	20 252	55,0	14,5
Fourrures	15 315	22 778	36 910	48,7	62,0
Autre bétail	87 506	89 509	99 814	2,3	11,5
Bétail (total)	4 601 739	4 707 071	5 248 976	2,3	11,5
Recettes monétaires provenant du marché	9 438 741	9 994 805	10 878 034	5,9	8,8
Paiements directs	367 189	285 910	280 871	- 22,1	- 1,8
Recettes monétaires (total)	9 805 930	10 280 715	11 158 905	4,8	8,5
Moins les dépenses d'exploitation après les remises	8 510 067	8 555 670	9 255 147	0,5	8,2
Revenu net comptant	1 295 863	1 725 045	1 903 758	33,1	10,4
Plus le revenu en nature	8 395	8 554	9 483	1,9	10,9
Moins les frais d'amortissement	1 233 917	1 233 565	1 313 160	0,0	6,5
Revenu net réalisé	70 341	500 034	600 081	610,9	20,0
Plus la valeur de la variation des stocks	- 52 108	-	-		
Revenu net total	18 234	488 439	1 319 800		

Sources : Statistique Canada. CANSIM Tableaux 002-0001, 002-0012 et 002-0005, revenu agricole net, no 21-010, novembre 2011 (2009 et 2010).
Cellules en gris : Agriculture et Agroalimentaire Canada, février 2012 (prévisions 2011).

Note : Les cellules ombragées correspondent aux prévisions publiées par Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC); la prévision du revenu net comptant pour 2011 est fonction des recettes monétaires prévues par AAC et non des recettes monétaires diffusées par Statistique Canada et présentées dans ce tableau.

- : N'ayant pas lieu de figurer.

ANNEXE 2.3

Tableau 12 – Recettes, dépenses et revenu net agricoles au Canada, de 2009 à 2011 (en milliers de dollars)

Produit	2009	2010	2011	Variation (%)	
				2010/2009	2011/2010
Blé	5 109 497	3 898 612	5 167 104	- 23,7	32,5
Avoine	384 036	397 948	524 838	3,6	31,9
Orge	785 506	532 338	639 556	- 32,2	20,1
Canola	5 107 129	5 596 494	7 342 436	9,6	31,2
Soja	1 342 220	1 536 196	1 547 011	14,5	0,7
Mais	1 321 260	1 554 717	2 079 456	17,7	33,8
Pommes de terre	1 099 276	971 904	1 041 122	- 11,6	7,1
Légumes	1 997 249	2 096 492	2 220 184	5,0	5,9
Pommes	179 063	162 072	154 175	- 9,5	- 4,9
Bleuets	111 748	147 654	203 345	32,1	37,7
Fraises	69 178	68 754	72 396	- 0,6	5,3
Autres fruits	316 266	296 987	317 631	- 6,1	7,0
Floriculture et pépinières	1 799 786	1 787 888	1 770 749	- 0,7	- 1,0
Haricots secs	150 851	150 120	131 879	- 0,5	- 12,2
Fourrage et graines fourragères	62 220	63 717	65 795	2,4	3,3
Foin et trèfle	294 791	310 640	250 258	5,4	- 19,4
Produits de l'érable	351 436	278 284	327 419	- 20,8	17,7
Produits forestiers	106 898	105 097	109 377	- 1,7	4,1
Arbres de Noël	57 635	56 622	51 318	- 1,8	- 9,4
Autres cultures	2 555 465	2 394 632	1 684 503	- 6,3	- 29,7
Cultures (total)	23 201 510	22 407 168	25 700 552	- 3,4	14,7
Bovins	5 304 850	5 531 134	5 715 486	4,3	3,3
Veaux	559 131	605 017	733 630	8,2	21,3
Porcs	2 912 410	3 359 537	3 881 512	15,4	15,5
Moutons	7 052	8 732	8 849	23,8	1,3
Agneaux	126 432	133 567	150 899	5,6	13,0
Produits laitiers	5 449 917	5 524 187	5 815 137	1,4	5,3
Poules et poulets	2 023 025	1 967 670	2 260 116	- 2,7	14,9
Dindons	359 058	322 547	353 375	- 10,2	9,6
Couvoirs	38 051	38 471	41 466	1,1	7,8
Œufs (total)	716 592	727 948	789 967	1,6	8,5
Miel	116 874	137 514	142 579	17,7	3,7
Fourrures	91 838	146 991	192 511	60,1	31,0
Autre bétail	401 361	419 182	453 203	4,4	8,1
Bétail (total)	18 106 591	18 922 497	20 538 730	4,5	8,5
Recettes monétaires provenant du marché	41 308 101	41 329 665	46 239 282	0,1	11,9
Paiements directs	3 291 039	3 133 699	3 484 993	- 4,8	11,2
Recettes monétaires (total)	44 599 139	44 463 363	49 724 275	- 0,3	11,8
Moins les dépenses d'exploitation après les remises	36 052 477	35 345 823	38 743 995	- 2,0	9,6
Revenu net comptant	8 546 662	9 117 540	10 980 280	6,7	20,4
Plus le revenu en nature	39 212	40 070	44 534	2,2	11,1
Moins les frais d'amortissement	5 470 605	5 482 612	5 863 762	0,2	7,0
Revenu net réalisé	3 115 269	3 674 998	5 161 052	18,0	40,4
Plus la valeur de la variation des stocks	- 281 390	-	-		
Revenu net total	2 833 879	2 959 206	6 327 400		

Sources : Statistique Canada. CANSIM Tableaux 002-0001, 002-0012 et 002-0005, revenu agricole net, no 21-010, novembre 2011 (2009 et 2010).
Cellules en gris : Agriculture et Agroalimentaire Canada, février 2012 (prévisions 2011).

Note : Les cellules ombragées correspondent aux prévisions publiées par Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC); la prévision du revenu net comptant pour 2011 est fonction des recettes monétaires prévues par AAC et non des recettes monétaires diffusées par Statistique Canada et présentées dans ce tableau.

- : N'ayant pas lieu de figurer.

ANNEXE 3

Tableau 13 – Valeur des livraisons manufacturières de l'industrie des aliments, des boissons et du tabac au Québec, en 2009, 2010 et 2011

Code SCIAN	Secteur	2010	2011	2011/2010 (%)
311	Fabrication d'aliments	19 466 763	20 174 339	3,6
3111	Fabrication d'aliments pour animaux	1 953 181	1 996 012	2,2
31111	Fabrication d'aliments pour animaux	1 953 181	1 996 012	2,2
31123	Fabrication de céréales de petit déjeuner	1 589	1 691	6,4
3113	Fabrication de sucre et de confiseries	1 395 264	1 351 275	- 3,2
3114	Mise en conserve de fruits, légumes et fabrication de spécialités alimentaires	1 307 316	1 323 221	1,2
3115	Fabrication de produits laitiers	4 624 242	4 642 748	0,4
3116	Fabrication de produits de viande	5 351 287	5 610 090	4,8
31161	Abattage et transformation d'animaux	5 351 287	5 610 090	4,8
311611	Abattage d'animaux, sauf les volailles	2 750 381	3 301 997	20,1
311614	Fonte des graisses animales et transformation de la viande provenant de carcasses	1 303 545	934 000	- 28,3
311615	Transformation de la volaille	1 297 361	1 374 095	5,9
3118	Boulangeries et fabrication de tortillas	2 233 331	2 200 409	- 1,5
31181	Fabrication de pain et de produits de boulangerie	1 805 580	1 698 514	- 5,9
311821	Fabrication de biscuits et de craquelins	166 408	263 771	58,5
311823	Fabrication de pâtes alimentaires sèches	212 495	199 823	- 6,0
3119	Fabrication d'autres aliments	1 736 786	1 896 100	9,2
31192	Fabrication de thé et de café	310 219	423 612	36,6
31199	Fabrication de tous les autres aliments	875 650	832 900	- 4,9
312	Fabrication de boissons et de produits du tabac	3 478 392	3 577 506	2,8
31211	Fabrication de boissons gazeuses et de glace	644 153	623 572	- 3,2
31212	Brasseries	1 398 190	1 420 375	1,6
	Aliments, boissons et tabac (total)	22 945 155	23 751 845	3,5

Source: Statistique Canada; compilation par le MAPAQ.

ANNEXE 4

Tableau 14 – Exportations bioalimentaires internationales du Québec en 2010 et 2011

Produits	Valeur		Variation	Part des exportations
	2010	2011		2011
	M\$		%	%
Viande porcine	1 116,3	1 368,4	22,6	24,3
Oléagineux non transformés	693,3	617,8	- 10,9	11,0
Cacao et ses produits	548,5	535,4	- 2,4	9,5
Fruits et légumes, et préparations	404,2	458,4	13,4	8,1
Aliments divers (préparés)	328,3	373,7	13,8	6,6
Produits marins	233,5	248,0	6,2	4,4
Sirop et sucre d'érable	221,8	230,8	4,0	4,1
Volailles et œufs	180,3	174,9	- 3,0	3,1
Boissons	125,0	159,8	27,8	2,8
Aliments pour animaux	119,7	138,2	15,5	2,5
Animaux vivants	106,1	115,1	8,5	2,0
Viande bovine	101,7	104,7	3,0	1,9
Céréales non transformées	97,9	140,5	43,5	2,5
Préparations à base de céréales et de farine	161,4	156,7	- 2,9	2,8
Produits de sucre	87,3	100,8	15,5	1,8
Graisses, huiles et leurs produits	86,6	277,2	220,2	4,9
Produits laitiers	79,1	83,3	5,4	1,5
Autres viandes	67,5	82,0	21,5	1,5
Café, thé et leurs produits	66,5	107,2	61,3	1,9
Produits de minoterie	57,0	58,0	1,8	1,0
Produits de pépinières	29,4	30,2	2,9	0,5
Autres	84,5	71,3	- 15,6	1,3
Total pour l'ensemble du Québec	4 996	5 632	12,7	100,0

Source : Global Trade Atlas; compilation par le MAPAQ.

ANNEXE 5

Tableau 15 – Importations bioalimentaires internationales du Québec en 2010 et 2011

Produit	Valeur		Variation	Part des importations
	2010	2011		2011
	M\$		%	%
Boissons, liquides alcooliques et vinaigres	1 037	1 324	27,6	22,9
Fruits et légumes, et préparations	932	1 115	19,6	19,3
Sucres et sucreries	537	744	38,4	12,9
Cacao et ses préparations	421	570	35,6	9,9
Produits marins	319	411	28,8	7,1
Café, thé, maté et épices	174	261	50,6	4,5
Préparations à base de céréales et de farine	210	232	10,3	4,0
Produits laitiers, caséines, œufs et miel	201	226	12,2	3,9
Résidus alimentaires et aliments pour animaux	155	183	17,6	3,2
Préparations alimentaires diverses	93	125	33,3	2,2
Viandes, abats et préparations de viande	136	121	- 11,1	2,1
Graisses, huiles et leurs produits	79	98	24,7	1,7
Céréales	92	64	- 29,8	1,1
Graines et fruits oléagineux	53	52	- 2,0	0,9
Plantes vivantes et produits de la floriculture	55	51	- 7,6	0,9
Produits de minoterie	30	30	1,1	0,5
Animaux vivants	30	29	- 4,1	0,5
Autres produits d'origine bioalimentaire	149	140	- 6,5	2,4
Total	4 692	5 773	23,0	100,0

Source : Global Trade Atlas; compilation par le MAPAQ.

Lexique

1. **Bioalimentaire** : ensemble de l'industrie alimentaire qui inclut la production agricole, les pêches et l'aquaculture commerciales, la transformation des aliments, des boissons et du tabac, le commerce des aliments (distribution et détail) ainsi que le réseau de l'hôtellerie, de la restauration et des institutions (HRI).
2. **Débarquement** : partie des prises qu'on amène à quai.
3. **Débit de boissons (alcoolisées)** : établissement qu'il est convenu d'appeler bar, taverne ou débit de boissons et dont l'activité principale consiste à préparer et à servir des boissons alcoolisées destinées à une consommation immédiate. Ce type d'établissement peut également offrir des services restreints de restauration.
4. **Dépense en immobilisation** : dépense qui correspond aux coûts d'acquisition, de construction et d'installation d'usine, de matériel et d'outillage durables, que ce soit ou non à des fins de remplacement ou de location.
5. **Dépense d'exploitation agricole** : dépense engagée par les exploitants pour les biens et services nécessaires à la production agricole. Parmi les principaux postes de dépense, mentionnons : aliments commerciaux pour le bétail, salaires en espèces, intérêt et réparation de la machinerie. Si des remises directes sont versées aux agriculteurs pour réduire le coût de certaines entrées, le solde net de ces dernières est utilisé dans le calcul du revenu net.
6. **Distribution** : ensemble des activités qui ont cours entre le moment où un produit quitte le commerce du producteur et celui où il est acheté par son utilisateur final. La distribution inclut donc le commerce de gros et le commerce de détail. Par extension, ce terme désigne également l'ensemble des entreprises commerciales qui prennent part à ces diverses activités.
7. **Livraisons manufacturières** : mesure de la valeur nette des ventes de produits fabriqués par l'établissement ou pour son compte, sans tenir compte entre autres des rabais, des retours de marchandises et des taxes et droits, mais incluant les transferts à d'autres établissements de la même entreprise et la valeur comptable des biens produits et loués pour la première fois.
8. **Magasin d'alimentation spécialisé** : établissement qui porte souvent une désignation qui lui est propre : confiserie, boulangerie, boucherie, charcuterie, fromagerie, poissonnerie ou fruiterie.
9. **Maillon** : chaque niveau de la chaîne d'activités interreliées de l'industrie bioalimentaire québécoise. On relève le maillon « production (secteur primaire) » qui englobe l'agriculture, les pêches et l'aquaculture, suivi du maillon « transformation alimentaire (secteur secondaire) ». Finalement,

le maillon « distribution-HRI (secteur tertiaire) » réunit le commerce de détail, les grossistes en distribution ainsi que le réseau de l'hôtellerie, de la restauration et des institutions (HRI).

10. **Produit intérieur brut (PIB)** : mesure de la valeur de l'ensemble des biens et services produits sur un territoire donné et au cours d'une période précise, quelle que soit la nationalité des producteurs.
11. **Recette monétaire agricole totale** : mesure du revenu brut des exploitations agricoles en dollars courants. Elle comprend les ventes de productions végétales et animales (sauf les ventes entre les exploitations agricoles d'une même province) et les paiements gouvernementaux. Les recettes sont comptabilisées lorsque l'argent est versé aux agriculteurs, avant déduction des dépenses.
12. **Recette monétaire provenant du marché** : recette monétaire qui exclut les paiements gouvernementaux.
13. **Restauration à service complet** : couvre les établissements dont l'activité principale consiste à fournir des services de restauration à des clients servis aux tables et qui règlent l'addition après le repas. Ces établissements peuvent vendre des boissons alcoolisées, préparer des mets à emporter, exploiter un bar ou présenter des spectacles sur scène en plus de servir des repas et des boissons.
14. **Restauration à service restreint** : comprend les établissements dont l'activité principale consiste à fournir des services de restauration à des clients qui commandent ou choisissent les produits à un comptoir de service ou de cafétéria (ou par téléphone) et paient avant de manger. Les aliments et les boissons sont consommés sur place ou à l'extérieur de l'établissement, ou encore ils sont livrés ailleurs. Ces établissements peuvent offrir une diversité de produits alimentaires, des collations spéciales ou des boissons non alcoolisées.
15. **Revenu agricole net total** : revenu obtenu en additionnant le *revenu net réalisé* et la *valeur de la variation des stocks*.
16. **Services de restauration spéciaux** : comprend les établissements dont l'activité principale consiste à fournir des services de restauration chez le client, dans un lieu désigné, à partir de véhicules à moteur ou sur des chariots non motorisés.
17. **Ventes finales** : il s'agit des ventes effectuées par les entreprises de la production et de la transformation alimentaires dans les réseaux du commerce de détail et de la restauration au Québec ainsi que des ventes enregistrées à l'extérieur de la province.

